

LO, Voix des travailleurs, PO font pression sur le front populaire

Il faut rompre avec le gouvernement capitaliste de Jospin !

N.Y. SPARTACIST LEAGUE
P.O. BOX 3381
CHURCH ST. STATION
NEW YORK, NY 10008
212 - 267-1025



Charles Platiau. Heuters



Grégoire Korganow



AFP/Frank Frite

En bons défenseurs du capitalisme, Jospin et Hue s'attaquent aux immigrés et à la classe ouvrière. Il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire tribun du peuple pour démasquer les charlatans réformistes et centristes et mener la classe ouvrière au pouvoir.

14 octobre - Dans plusieurs pays européens, ce sont des gouvernements sociaux-démocrates ou des gouvernements de coalition de partis ouvriers avec des partis bourgeois qui sont en place. En Grande-Bretagne, Blair et son « Nouveau parti travailliste » se sont fait élire en promettant de continuer la politique mise en place par Thatcher et les conservateurs. En Italie, le gouvernement Prodi - coalition de partis bourgeois et des partis sociaux-démocrates issus du Parti communiste italien - s'était fait élire pour mettre en place un plan d'austérité drastique pour arriver au respect des critères de Maastricht. Après dix-sept mois d'attaques antiouvrières et anti-immigrées, ce gouvernement essaie maintenant de détruire le système des retraites. Coincée entre sa base ouvrière qui se mobilise et ses maîtres capitalistes, Rifondazione Comunista, à l'heure où nous écrivons, semble être prête à soutenir les attaques capitalistes. En Allemagne, dans des élections à Hambourg, on a vu le SPD mener la campagne la plus xénophobe depuis l'époque où Hitler était au pouvoir. Cette campagne a déclenché une hystérie raciste et a encouragé les fascistes. Ceux-ci, qui ont fait leur plus gros score depuis des années, viennent en fait de recevoir un feu vert pour descendre dans la rue.

Les grèves de décembre 1995 avaient été le point de départ d'une radicalisation dans ce pays. Il y a eu toutes les mobilisations en défense des « sans-papiers » ou

aux manifestations de masse contre les lois racistes de Debré. Après la victoire des fascistes du Front national (FN) à Vitrolles, les protestations contre les meetings du FN regroupaient des dizaines de milliers de manifestants, comme les 60 000 de Strasbourg en mars dernier. A plusieurs reprises, la classe ouvrière a

protesté contre l'Europe de Maastricht, en particulier lors de la fermeture de l'usine Renault-Vilvorde.

Le front populaire sert à démoraliser et démobiliser la classe ouvrière

Dans un tract, la LTF expliquait son refus de voter pour une telle coalition : « L'alternative que proposent Jospin et Hue, c'est une nouvelle alliance de collaboration de classes réunissant le PS et le PCF et des formations bourgeoises (radicaux, écologistes et chevénementistes). En bons défenseurs du capitalisme qu'ils sont, ils ne présentent rien d'autre qu'une façade de "gauche" de l'austérité et du racisme et se proposent de maintenir le système capitaliste avec un "visage humain" - les différents groupes, d'"extrême" gauche acceptant eux aussi, par ailleurs, le cadre capitaliste. [...] Aucun vote pour les partis ouvriers dans les fronts populaires ! Non à la collaboration de classes ! » (reproduit dans le Bolchévik n° 143). Et nous n'appelons pas à voter pour Lutte ouvrière (LO) ou pour Voix des travailleurs (VdT) qui, sur les deux questions cruciales pour

ce pays, la lutte contre la menace fasciste et contre la terreur raciste, restent passifs et n'offrent aucune alternative contre le PC et le PS.

Le gouvernement Jospin est un gouvernement capitaliste. Les coalitions de collaboration de classes sont un instrument de la bourgeoisie, visant à lier les

taire chez ceux-ci - membre du comité central du PC - se battre pour qu'il n'y ait pas de journée d'action centralisée contre les privatisations.

PS-PC attaquent les jeunes, les « immigrés » et les ouvriers

Ayant les directions syndicales avec lui, le gouvernement PS-PC renie les quelques promesses faites pendant la campagne électorale pour paraître un peu « gauche », et met en place toute une série d'attaques contre la classe ouvrière. Deux semaines seulement après son élection, Jospin confirmait sa détermination d'appliquer les « critères de convergence » de Maastricht d'ici fin 1998 en signant l'accord d'Amsterdam. En juillet, il entérinait la fermeture de Renault-Vilvorde (le gouvernement détient la moitié du capital de Renault) jetant sur la pavé 3 600 ouvriers.

Ce qui provoque le plus de remous, c'est le maintien des lois Pasqua-Debré. Au début de cette année, des dizaines de milliers de manifestants étaient descendus dans les rues contre ces lois racistes, et la promesse de les abroger faite par le PS et le PC a certainement contribué dans une large mesure à leur victoire électorale de juin. Mais le projet de loi sur l'immigration concocté par Chevènement, le nouveau ministre « républicain » de la police, maintient ces lois racistes tout en voulant durcir encore plus certaines dispositions répressives, comme le délai de maintien dans les « camps de rétention » qu'il voudrait passer de dix à quatorze jours ! Pendant l'été, plus de 100 000 immigrés « sans papiers » s'étaient présentés aux guichets des pré-

Suite page 2

Pour un gouvernement ouvrier !

ains des ouvriers à leur ennemi de classe et à les démoraliser. L'efficacité pour démoraliser la classe ouvrière vient de ce que ce sont ses propres directions qui mettent en œuvre les plans de la bourgeoisie. Il suffit de regarder ce qui se passe avec les privatisations (prudemment appelées « ouvertures du capital ») mises en place dans les télécommunications, les transports publics (ferroviaires et aériens), dans l'aviation et dans l'électronique.

Les ouvriers et employés de ces secteurs se sont mobilisés et ont repoussé à plusieurs reprises de telles tentatives dans les années passées. Ils savent pertinemment que des milliers de licenciements et des conditions de travail aggravées en seront les conséquences. La CGT et le PC dévoyaient ces luttes. Mais aujourd'hui, le ministre responsable d'un de ces secteurs - et donc des privatisations - est Gaysot, un ministre des transports du PC. Et alors que les directions syndicales sont obligées de faire semblant de réagir pour répondre à la base, on a pu voir, lors de la dernière convention nationale de la CGT, Thibault, le dirigeant de la CGT cheminots, la fédération majori-

M 2651 - 146 - 5,00 F - RD



Il faut rompre...

Suite de la page 1

fectures dans l'espoir de voir leur situation « régularisée ». Le gouvernement vient d'annoncer que tous ceux n'obtenant pas la régularisation (5 000 ont été régularisés seulement) devraient quitter le pays. Ce sont des expulsions massives qui se préparent. Nous disons que tous ceux qui ont réussi à entrer dans ce pays doivent avoir le droit d'y rester. Halte aux expulsions ! Abrogation des lois racistes de Joxe-Pasqua-Debré ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !

Une des mesures de lutte contre le chômage, les « emplois » jeunes, se révèle être la création d'emplois qui, pour la plupart, sont bidons et qui n'auront aucun effet sur le chômage. Et les jeunes de la deuxième génération continueront à être de plus en plus exclus de tous les emplois. Alors que la bourgeoisie essaie de se débarrasser des immigrés, devenus superflus économiquement, elle n'offre même plus à leurs enfants les emplois « sales » qui étaient « réservés » aux immigrés et les considère comme des fauteurs de troubles sociaux. Mais, 35 000 emplois de flics vont être créés ! Et les jeunes de la deuxième génération, dans les banlieues, seront les premières victimes de la terreur raciste qui continuera de se développer. Et demain, ces flics seront envoyés par le gouvernement pour faire arrêter les grévistes et les ouvriers.

Certains des « emplois » jeunes seront aussi un moyen de tirer vers le bas les salaires et les qualifications et attaquer les syndicats. Beaucoup d'instituteurs de l'Education nationale s'inquiètent, à juste raison, de ce que ces emplois vont permettre au ministre Allègre de « dégraisser le mammoth », en permettant de subvenir au manque d'effectifs actuel et, à terme (dans les cinq ans), avec l'embauche d'enseignants sous-qualifiés et sous-payés. Il faut organiser les travailleurs non syndiqués, les chômeurs, les immigrés dans les syndicats. Contre la division des syndicats sur des bases politiques, il faut des syndicats industriels regroupant tous les ouvriers d'une même industrie. Une industrie, un syndicat ! Tous les ouvriers dans le syndicat !

La conférence nationale sur la réduction du temps de travail du 10 octobre s'est terminée par l'annonce de l'élaboration d'une loi cadre pour la réduction du temps de travail, dont l'objectif serait de permettre les 35 heures hebdomadaires en l'an 2000. Les accords sur la réduction de temps de travail se négocieront branche par branche, des aides financières substantielles vont être octroyées aux patrons, la flexibilité va être mise en place, le rendement et les cadences vont augmenter, etc. Et Jospin a insisté que cette loi cadre ne doit pas gêner la compétitivité des entreprises. La classe ouvrière doit se mobiliser pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, sans perte de salaire, afin de répartir le travail entre toutes les mains ouvrières et de garantir le niveau de vie des travailleurs.

Et ce gouvernement continue la chasse aux nationalistes basques de l'ETA sur le territoire français, en échange de laquelle le gouvernement français demande au

gouvernement espagnol de renforcer sa lutte contre les immigrés venant d'Afrique. Toutes ces attaques sont accompagnées d'une mise au pas de la population par une campagne d'ordre moral. Lancée en juin dernier contre des visionneurs de cassettes pornographiques, assimilés à des criminels, cette campagne vise les milieux enseignant et homosexuel (lire notre article « ADO-71, Toro Bravo : A bas la censure de la pornographie ! - A bas la chasse aux sorcières du gouvernement Jospin ! » le Bolchévik n° 143).

Faire pression sur le front populaire, c'est s'adapter à lui

Depuis décembre 95, nous avons vu les différents groupes de l'« extrême » gauche jouer les rabatteurs du front populaire. Avec des appels à « virer Juppé » ou à « battre la droite », ces groupes demandaient ouvertement ou implicitement l'arrivée au pouvoir du PC et du PS. Ces groupes ont maintenant créé une véritable industrie de la pression sur le gouvernement pour qu'il tienne ses promesses. On assiste à une débauche de « demander », « exiger » ou « imposer » des concessions au patronat et à leurs gouvernements de la part de ces organisations.

Dans un front populaire, les contradictions d'un parti ouvrier-bourgeois comme le PCF ou le PS sont supprimées. Cette contradiction repose sur le fait que ces partis, historiquement issus de la classe ouvrière et de ses luttes, prétendent représenter une alternative socialiste aux partis bourgeois, tandis que leurs directions et leur programme procapitaliste les lient à la préservation de l'ordre bourgeois. Quand de tels partis se présentent aux élections en leur nom propre, il est alors envisageable pour les révolutionnaires, pour exploiter cette contradiction, d'utiliser la tactique du soutien électoral critique afin de détacher la base ouvrière de la direction probourgeoise. Mais dans un front populaire, cette contradiction est supprimée parce que les directions des partis ouvrier-bourgeois se sont mis d'accord avec des partis bourgeois (même si ceux-ci sont petits) et annoncent à l'avance qu'elles ne veulent pas aller au-delà des limites du capitalisme. C'est pourquoi nous n'appelons jamais à donner un soutien électoral à de telles coalitions, ni à aucun des partis qui y participent.

Les pseudo-trotskystes de Pouvoir ouvrier (PO) et de la LCR de Krivine, ont appelé ouvertement à voter Jospin en juin dernier. Depuis son apparition, PO, organisation-sœur du groupe Workers Power (WP), a appelé dans toutes les élections à voter pour le PC et le PS, transportant ainsi sur le terrain français le soutien électoral indéfectible de WP envers le Parti travailliste, quoi qu'il arrive. Pour WP comme pour le reste de la gauche britannique, l'idée même que cet instrument servile de l'impérialisme britannique qu'est le Parti travailliste puisse un jour être scissionné et détruit politiquement est simplement inconcevable. PO couvre sa capitulation en argumentant que ce serait un moyen de démasquer les réformistes une fois au pouvoir. Mais ce n'est qu'un prétexte : même en 1995, après deux septennats de Mitter-

rand, alors que les ouvriers les plus avancés n'avaient plus d'illusions, ils utilisaient ce prétexte pour voter PS.

Mais faire pression sur un front populaire, c'est mener la classe ouvrière à une impasse en entraînant l'illusion que les directions réformistes pourraient renier leur accord de gestion du capitalisme. Et cela amène à dévoyer les luttes de la classe ouvrière sur un terrain parlementaire. LO qui, en décembre 1995 (comme la LCR) avait aidé les bureaucrates à faire retourner les travailleurs au travail, le démontre bien. Dans son éditorial de boîte du 15 juillet, LO déclarait : « Et le meilleur moyen de ne pas être déçus c'est d'essayer de changer les choses, c'est-à-dire de discuter comment faire pression, ou comment aider les ministres communistes, comme on voudra le dire, mais en tout cas comment agir pour changer la situation sociale ». Cet alibi, déjà utilisé par la direction du PC face aux militants qui lui demandent ce qu'elle fait dans ce gouver-



Le Front populaire de 1936, dirigé par Blum, a brisé la vague ouvrière révolutionnaire et a mené au régime de Vichy.

nement, amène la classe ouvrière à utiliser les méthodes de pression sur les députés et autres ministres (pétitions, grèves d'avertissement, etc.) qui permettent de faire croire à la classe ouvrière que le gouvernement ou le parlement sont là pour « respecter la volonté » du peuple. Et avec une classe ouvrière qui, dans les dernières années, a souvent fait reculer les gouvernements de droite en descendant dans la rue, cette politique sera utile pour tenter de canaliser la classe ouvrière et de sauver le front populaire. Faire des pressions sur le front populaire amène à accepter le cadre du capitalisme et de la collaboration de classes.

La politique antiouvrière et anti-immigrés du gouvernement Jospin ne peut que paver la voie à la réaction et aux fascistes, en leur permettant de se présenter comme la seule alternative « radicale » à l'ordre établi et en jetant la petite-bourgeoisie dans leurs bras. La bipolarisation de la société va se poursuivre. Des milliers de personnes ont défilé « en défense de la famille », le 11 octobre, le FN étant particulièrement visible dans la manifestation de Paris. La classe ouvrière doit tirer les leçons de l'histoire des fronts populaires. Du Front populaire de 1936 en France, qui s'est terminé quatre ans plus tard avec le régime de Vichy, au Chili en 1970, qui s'est terminé, le 11 septembre 1973, avec le coup d'Etat de Pinochet et le massacre de dizaines de milliers de travailleurs, les fronts populaires ont toujours mené à des défaites. Le seul s'étant terminé par une victoire de la classe ouvrière a été celui de 1917 en Russie parce que le Parti bolchévique a mené une lutte intransigeante contre la collaboration de classes et pour la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Le plan d'urgence de Voix des travailleurs

Voix des travailleurs (VdT), scission de

LO, dénonce le gouvernement Jospin « au service du patronat et des hommes d'affaires ». VdT, dans la situation actuelle, avance un plan d'urgence pour la classe ouvrière qui comporte en tout et pour tout, cinq revendications : interdiction des licenciements, répartition du travail entre tous, augmentation des salaires, contrôle des comptes et de la marche des entreprises par les travailleurs et embauches dans les services publics.

Depuis la destruction de l'URSS, les conflits et la concurrence interimpérialistes se sont exacerbés. Partout à travers le monde, les bourgeoisies doivent abaisser leurs coûts salariaux pour augmenter leurs taux d'exploitation. Ce sont plans d'austérité, de licenciements et travail précaire. En Europe de l'Ouest, c'est « l'Etat providence », mis en place après la Seconde Guerre mondiale pour acheter la paix sociale, que les bourgeoisies tentent de démanteler, provoquant toutes les luttes ouvrières de ces dernières années qui ont secoué l'Europe. Aussi, toute remise en cause du taux d'exploitation ou des profits, même minime, pose le problème des moyens à mettre en œuvre par la classe ouvrière.

L'essence du Programme de transition, programme de fondation de la Quatrième Internationale est d'avancer un ensemble de revendications qui partent de la condition et du niveau de conscience actuels de la classe ouvrière pour conduire à une seule conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. La fin du chômage, la possibilité de vivre décemment - en bénéficiant d'une santé ou d'une éducation de qualité -, la fin des oppressions spécifiques (femmes, jeunes, immigrés, homosexuels), la fin des colonies, l'écrasement des fascistes, toutes ces questions qui sont en définitive apparues dans les nombreuses mobilisations de ces deux dernières années, posent la question d'en finir avec cette société capitaliste. C'est ce lien entre les revendications apparues au cours de ces mobilisations et la nécessité, pour les réaliser, de la prise du pouvoir par le prolétariat que représente le Programme de transition avancé par les révolutionnaires.

Voix des travailleurs ne parle pas des immigrés

Il est remarquable que le plan d'urgence de VdT n'avance rien sur la question immigrée, question centrale dans ce pays. Ne pas se battre pour que la classe ouvrière rompe avec l'idéologie bourgeoise, le chauvinisme ou le protectionnisme, signifie qu'on ne se bat pas pour que celle-ci atteigne le niveau de conscience nécessaire à la prise du pouvoir. Cette bataille est nécessaire car le réformisme ne peut être que nationaliste et/ou chauvin : c'est un véhicule pour les bureaucrates de la classe ouvrière et les dirigeants de la classe ouvrière pour défendre les intérêts impérialistes de leur bourgeoisie. Les intérêts des travailleurs « français » et des « immigrés » seront défendus ensemble ou desservis ensemble.

Ce plan d'urgence de VdT n'avance rien non plus contre la menace fasciste sur ce pays. VdT partage les mêmes positions que LO sur cette question : VdT dit que le FN n'est pas une organisation fasciste. Le FN lutte pour le pouvoir d'Etat, et le fascisme au pouvoir signifie la destruction physique du mouvement ouvrier organisé. Il est vital de se battre pour des mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes avant qu'ils nous écrasent. VdT n'a pas de programme pour armer politiquement les milliers de jeunes qui cherchent à en finir avec la vermine fasciste et les arracher des mains des bureaucrates qui essaient de les canaliser derrière le gouvernement Jospin. Ainsi, ils défendent la position de vote prise par LO en faveur du candidat PS à Vitrolles.

En fait, les revendications du « plan d'urgence » de VdT concernent seulement les couches relativement privilégiées de la

Suite page 14

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Xavier Brunoy
Réalisation : Carine Gance
Pages « Spartacus ! » : Cécile Doisneau
Diffusion : Henri Riemann
Directeur de publication : Xavier Benoît

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Roto Presse Numéris - 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc Mesnil
Commission paritaire : n° 59267. Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Travail et des industries graphiques.

Les Teamsters mettent en échec les patrons d'UPS

La puissance ouvrière doit être libérée !

Les deux semaines de grève des 185 000 travailleurs d'United Parcel Service – la plus grande grève nationale aux Etats-Unis depuis des dizaines d'années – a suscité une sympathie pour la cause ouvrière qu'on n'avait pas vue depuis des années dans ce pays. Des millions de travailleurs se sont reconnus dans les employés d'UPS, qui travaillent pour la plupart à temps partiel, et se tuent au travail pour des salaires de misère. La grève des Teamsters [syndicat des camionneurs] d'UPS a rompu avec la série de défaites catastrophiques pour le mouvement ouvrier depuis vingt ans. Après cette grève, nombreux sont ceux qui entrevoient la possibilité de lutter pour récupérer une partie de ce qui leur est dû par les grandes entreprises gorgées de profits.

« Ce que veulent principalement les employés d'UPS, c'est le simple droit de travailler à plein temps », écrivait le *Washington Post* (10 août). En effet, dans ce système capitaliste basé sur l'exploitation du travail, quel droit plus élémentaire peut-il y avoir pour l'ouvrier que le droit à un emploi ? Pourtant, tandis que les patrons engrangent des profits records, pour les travailleurs américains aujourd'hui, la soi-disant économie de croissance et de « plein emploi » se caractérise de plus en plus par la « rétrogradation » dans un travail à temps partiel, à durée déterminée ou « précaire ». La pression à la baisse sur les salaires est maintenue aussi par l'accélération des cadences de travail et l'élimination quasi-totale, dans les faits, de la journée de huit heures, et ceux qui ont un travail à plein temps sont obligés de travailler jusqu'à 60 heures par semaine. En même temps, des couches entières de pauvres des ghettos ont été purement et simplement exclues du marché du travail, et sont maintenant traitées comme une population totalement « jetable » qui a le choix entre travailler pour rien dans le système esclavagiste des « emplois d'intérêt général » [on impose aux personnes qui touchent une sorte de RMI d'effectuer gratuitement un travail d'utilité publique] soit tout simplement mourir.

Le fait qu'une grève qui a arraché des acquis économiques relativement modestes – au prix de milliers de licenciements qui vont se traduire par une intensification du rythme de travail, lequel est déjà usant et dangereux pour les employés d'UPS – soit généralement perçue comme une grande victoire est révélateur de l'état du mouvement syndical aux Etats-Unis. Néanmoins, le sentiment qu'il est possible d'arracher au moins quelque chose aux patrons est important. Et aussi la prise de conscience de la puissance sociale de la classe ouvrière organisée et multiraciale. Par le simple refus de fournir leur force de travail, les grévistes d'UPS ont démontré le pouvoir potentiel de la classe ouvrière, qui réside dans son poids numérique, son organisation et sa discipline et, de façon plus décisive, le fait que ce sont les travailleurs qui font tourner la machine à profits dans la société capitaliste. Menacée de perdre des millions de dollars de profits, UPS a reculé sur sa « dernière proposition, à prendre ou à laisser ».

En plein milieu de la grève, plusieurs milliers de personnes sont descendues

**Pour un parti ouvrier
qui lutte pour tous les opprimés !**



Les Teamsters d'UPS rejoints par d'autres syndicalistes au rassemblement des grévistes de Georgia, le 14 août. La grève UPS a suscité beaucoup de sympathie de la part des travailleurs et des pauvres des Etats-Unis.

Ceux qui produisent doivent gouverner !

dans les rues de New York pour manifester contre les flics brutaux et sadiques qui avaient sodomisé un immigré haïtien noir avec le manche en bois d'un balai à cabinets, lui perforant les intestins. Plus tard, lors d'un rassemblement devant le commissariat de police de Brooklyn, les immigrés haïtiens ont été rejoints par des Noirs américains, des Latino-américains, des Juifs hassidiques et d'autres manifestants. Ce rassemblement a été un puissant défi lancé à la classe dirigeante capitaliste qui fomenta la haine raciale et ethnique pour que ceux d'en bas restent divisés et montés les uns contre les autres. Et avec les dizaines de milliers de Noirs, de Latino-américains et de travailleurs immigrés qui participaient aux piquets de grève d'UPS, on pouvait voir le potentiel pour lier la puissance ouvrière à la colère des masses déshéritées des ghettos et des *barrios*.

Mais traduire le sentiment généralisé de victoire dans la grève d'UPS en un mouvement ouvrier réveillé et en lutte – mobilisé pour défendre ses propres intérêts de classe et les intérêts des Noirs, des immigrés et de tous ceux qui sont au bas de l'échelle dans cette société – est une question fondamentalement politique. Comme l'a expliqué V.I. Lénine, le dirigeant de la révolution ouvrière russe de 1917: la politique c'est de l'économie concentrée. Le point de départ fondamental doit être de comprendre que cette

société est divisée en deux classes hostiles: les ouvriers qui sont obligés de vendre leur force de travail pour survivre, et la classe possédante capitaliste à qui ils vendent leur force de travail. Les intérêts de ces deux classes sont irrécyclablement opposés.

Le président de l'International Brotherhood of Teamsters [Fraternité internationale des Teamsters-IBT], Ron Carey, expliquait que la grève d'UPS s'inscrivait dans la « lutte pour le rêve américain » du mouvement syndical. Ceci faisait écho au prêche [du politicien Démocrate noir] Jesse Jackson sur les piquets de grèves d'UPS à San Francisco, où il déclarait aux grévistes: « quand les affaires vont mal, partageons les sacrifices [...], quand elles vont bien, partageons les bénéfices. » Mais tout ce système est basé sur l'extraction de la plus-value, c'est-à-dire du profit, produit par ceux qui travaillent. Le but des capitalistes, qui sont pris dans une concurrence sans pitié, en particulier au niveau international, est d'augmenter leurs profits en augmentant l'exploitation de la classe ouvrière, et non pas de « partager les richesses » avec les ouvriers. Le fait que les travailleurs, les Noirs, les immigrés, les jeunes et les personnes âgées ont supporté tous les sacrifices sans recevoir aucun bénéfice est précisément dû aux directions syndicales qui sont mues par une conception de « partenariat » entre la classe ouvrière et

la classe exploiteuse.

La grève d'UPS n'a jamais transcendé les limites du syndicalisme corporatiste. En pleurnichant qu'il était « illégal » pour les grévistes d'arrêter les jaunes de la direction, les dirigeants syndicaux ont imposé des piquets de grève filtrants à travers lesquels UPS aurait pu littéralement faire passer un camion s'il avait mis à exécution sa menace de recruter des milliers de jaunes. Il n'y avait pas une seule revendication formulée par les bureaucrates pour chercher à empêcher le harcèlement raciste féroce des Noirs, des Latino-américains et des travailleurs immigrés qui sont régulièrement confinés dans les boulots les plus sales et les plus dangereux, avec peu ou pas de chance de promotion. Le refus des pontes syndicaux d'engager le combat contre ce genre de situations a conduit beaucoup de ces travailleurs à chercher « justice » dans les tribunaux capitalistes, anti-syndicats et racistes.

On a fait grand cas de l'offre de 10 millions de dollars de John Sweeney [le chef de la confédération syndicale AFL-CIO] au fond de grève des Teamsters, qui n'est qu'un faible pourcentage de ce que l'AFL-CIO a versé à la campagne pour la réélection de Clinton. Mais la solidarité ouvrière, ce n'est pas 55 dollars d'indemnités de grève par semaine et un télégramme de soutien. Les pilotes d'UPS

Suite page 12

La lutte de guérilla : le réformisme avec des fusils

Guérillisme petit-bourgeois contre révolution prolétarienne



A gauche, une manifestation d'employés des transports en Argentine en juillet 1996. Au Mexique, la guérilla de l'EZLN s'est subordonnée au PRD bourgeois de Cárdenas (à droite, en compagnie du dirigeant zapatiste Marcos). Seule la classe ouvrière, conduite par un parti révolutionnaire internationaliste, a la puissance sociale pour briser les chaînes de l'esclavage capitaliste.

Paru dans Workers Vanguard n° 661, nous publions ci-dessous la traduction d'une version abrégée et revue pour publication d'un forum de la Spartacist League/US, donné le 16 janvier à l'Université de Santa Cruz par le camarade Jorge Ramirez, et dont le titre était « Du Mexique au Pérou : la lutte de guérilla - le réformisme avec des fusils ». Cette présentation avait été donnée alors qu'un groupe de guérillistes du Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru (MRTA) s'était emparé de la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, au Pérou, retenant en otages plus de 70 personnes, dont des responsables clés de l'appareil militaire et policier, ainsi que l'ambassadeur lui-même et son entourage.

Le 22 avril, les 14 membres du MRTA ont été massacrés de sang-froid par la dictature Fujimori. Le massacre de Lima, comme le soulignait la déclaration de la LCI publiée le jour même et dénonçant cette exécution, était un message pour tous les ouvriers et paysans combattifs d'Amérique latine et du « tiers monde » pour qu'ils se soumettent aux politiques visant à les affamer, politiques dictées par les impérialistes. Malgré les désaccords politiques avec la stratégie de guérilla du MRTA, la LCI s'était solidarisée dès le début de la principale revendication du MRTA qui était la demande de libération de plus de 400 de leurs camarades condamnés à une mort lente dans les infâmes donjons péruviens.

Cette action de commando avait soulevé beaucoup de sympathie parmi ceux qui défendent les opprimés. Elle s'était déroulée dans un contexte d'insurrections populaires de guérilla paysanne au Mexique et d'accords de « paix » au Guatemala entre les rebelles de gauche et les bouchers militaires qui dirigent ce pays et elle a porté de nouveau l'attention sur la « voie de la guérilla » en Amérique latine. Alors qu'il est compréhensible que des jeunes radicalisés à travers le monde se solidarisent avec de petits groupes de combattants

armés qui défient les régimes dictatoriaux de caudillos et leurs parrains impérialistes, les marxistes comprennent que seule la révolution prolétarienne et son extension internationale peut libérer les masses laborieuses d'Amérique latine des chaînes de la soumission néocoloniale et de la misère.

La plupart d'entre vous avez probablement suivi les événements à la résidence de l'ambassadeur du Japon au Pérou, où un groupe de guérilleros urbains a réussi à prendre en otage une réception où le gratin de la société péruvienne frayaient avec le corps diplomatique. La réaction de la population péruvienne à la vue de la haute société tenue en joue par les fusils guérilleros du MRTA était un sourire à peine déguisé. A Lima, où sept habitants sur dix ne bénéficient pas de services de base comme l'eau courante, l'électricité et le tout-à-l'égout, les reportages qui montraient des otages protestant contre leurs conditions de rétention « indignes », sans électricité ni douches, étaient vus comme une sorte de justice poétique.

Cette action armée tout comme la sympathie qu'elle a suscitée dans la population sont nées de la frustration créée par l'oppression de classe au Pérou. Fujimori, comme ses prédécesseurs, supervise l'effroyable misère de la population et impose l'un après l'autre des programmes d'austérité dictés par le FMI pour rembourser les prêts usuraires autrement appelés « dette extérieure ». En même temps, le régime de Fujimori a intensifié sa campagne de terreur, principalement dirigée contre les insurgés du MRTA et du Sentier lumineux. Même si beaucoup des actions du Sentier lumineux ont été des attaques meurtrières contre des ouvriers, des militants de gauche et des paysans, les 15 ans de « sale guerre » de la bourgeoisie péruvienne contre les guérillas ont été en fait une guerre contre

la masse de la population qui a causé des dizaines de milliers de morts.

La principale revendication du MRTA est la libération de ses camarades emprisonnés. Déjà, la prise d'otages a jeté une lumière crue sur les conditions de détention inhumaines dans les geôles de la dictature de Fujimori, où ceux qui sont reconnus coupables ou même simplement accusés de « terrorisme » sont jetés dans des cellules étroites, où la nourriture est insuffisante et souvent immangeable, où l'on ne fournit ni habits ni couvertures, et où un simple trou dans le sol sert de toilettes. Toutes les visites sont interdites pendant la première année de détention, et elles ne sont ensuite autorisées qu'à raison de 30 minutes par mois. Les mères, y compris celles qui accouchent en prison, ne sont autorisées à voir leurs enfants que tous les 3 mois, à travers une vitre. Beaucoup de ceux qui sont condamnés à la prison à vie dans ces conditions barbares sont poussés à se suicider en se jetant contre le sol en béton ou les barreaux de fer. Nous exigeons la libération de toutes les victimes de la terreur de Fujimori!

Répression et résistance

Au cours de ce siècle, le Pérou a été pris dans un cycle d'oppression et de répression apparemment sans issue possible. C'est l'histoire standard des pays sous-développés du « tiers monde » : un gouvernement de laquais fait son boulot pour que le « bureau central », généralement situé dans un centre impérialiste, puisse facilement exploiter les masses laborieuses. Cela inclut une répression brutale en cas d'« agitation parmi les indigènes ». Pendant ce temps, l'élite intellectuelle débite des platitudes paternalistes dans les soirées huppées sur comment « notre peuple n'est pas encore prêt pour la démocratie » ou encore comment « notre lourd fardeau est de lui servir de guides ».

Mais des explosions périodiques ont quand même lieu quand les masses ouvrières ne peuvent plus supporter l'exploitation. Alors, les dirigeants capitalistes appellent un « homme à poigne » pour sauver leur peau par un coup militaire ou la terreur policière. Après les massacres, et une fois que les « meneurs » et les « agitateurs extérieurs » - dont on prétend souvent qu'ils étaient étrangers ou « influencés par l'étranger » - sont expulsés, emprisonnés ou assassinés, on peut organiser une élection, un « éminent citoyen » est élu, et tout peut recommencer.

Je viens là de vous donner un condensé de l'histoire de la plupart des pays d'Amérique latine, et ça résume parfaitement les 80 dernières années de l'histoire du Pérou. Ce qui manque dans tout ça, c'est la moindre solution aux besoins les plus élémentaires des masses latino-américaines. Les revendications élémentaires qui ont été satisfaites par les révolutions démocratiques bourgeoises en Europe et en Amérique du Nord sont restées lettre morte pour les travailleurs d'Amérique latine : la soif de terres pour les paysans, la libération nationale du joug impérialiste, la démocratie politique. Bien sûr, toutes ces revendications ont été fréquemment mentionnées dans la rhétorique des divers charlatans « anti-impérialistes », et on n'en a pas manqué. Mais le cycle de répression, de réformes bidons et d'exploitation s'est poursuivi sans interruption.

En tant que marxistes révolutionnaires prolétariens, notre point de départ est que pour briser ce cycle nous devons mobiliser les masses travailleuses d'Amérique latine, avec à leur tête l'avant-garde du prolétariat, derrière un programme pour éliminer le capitalisme, en tendant la main à nos frères et sœurs de classe par-dessus les barrières nationales que les bourgeoisies veulent imposer. L'histoire des luttes du passé montre clairement, sans ambiguïté, qu'à l'époque de la décadence impérialiste, les bourgeoisies subordonnées des pays semi-coloniaux sont incapables de se dresser contre les impérialistes, et ne veulent pas le faire. Quand elle voit son propre droit de propriété menacé, la bourgeoisie nationale « progressiste » passe dans le camp réaction-



Túpac Amaru colporte l'illusion que le régime Fujimori pourrait « changer de cap économique » dans un sens favorable aux masses.

naire. Elle a raison d'avoir une peur mortelle de la menace représentée par le prolétariat et la radicalisation des masses opprimées, parce que c'est le prolétariat - la seule classe révolutionnaire de façon conséquente à l'époque moderne - qui a la puissance sociale nécessaire pour éliminer le pouvoir de la classe bourgeoise et ouvrir la voie à un avenir socialiste pour le genre humain.

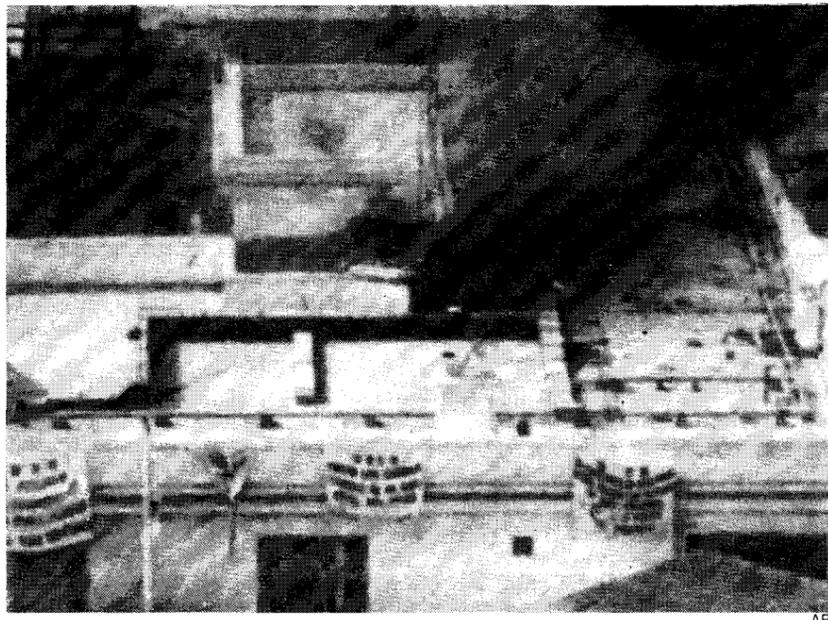
La voie de la guérilla : du nationalisme stalinien au retour vers le nationalisme bourgeois

Mais dans certaines circonstances, quand le prolétariat n'est pas capable de diriger les masses opprimées - la plupart du temps du fait d'une répression sauvage et en résultat des efforts des dirigeants traîtres réformistes -, certains secteurs des masses opprimées se mobilisent derrière des intellectuels radicaux dans une lutte armée contre l'ordre établi. C'est ce qu'on a appelé la « voie de la guérilla ». En fait, l'action de Túpac Amaru est la dernière d'une série de luttes de ce type qui ont éclaté ces quelques dernières années. Beaucoup d'entre vous se rappellent probablement le cri de révolte venu du Chiapas, qui a envoyé une onde de choc dans tout le Mexique et dans le monde entier, sa dénonciation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) qui constitue selon lui « une sentence de mort pour les Indiens du Mexique ». Cette insurrection dans l'Etat le plus pauvre du Mexique a révélé dans toute son horreur l'oppression des paysannes, une forme d'oppression millénaire que le capitalisme continue de renforcer.

En fait, le MRTA est apparu sous la forme d'un mouvement de guérilla urbaine nationaliste au début des années 80, avant les zapatistes. Les premières années, le MRTA a mené des attaques de banques et d'autres actions mineures, et a organisé dans le sud-est du Pérou (près de Cuzco) une colonne de guérilla qui a rapidement été mise en déroute. Il est alors retourné à Lima et a mené une série de raids spectaculaires, comme la prise de contrôle de stations de radio pour diffuser ses proclamations ou le vol d'une réplique du drapeau utilisé par San Martín quand il a proclamé l'indépendance du Pérou en 1821, soulignant ainsi sa ferveur patriotique - autrement dit son nationalisme. Parmi leurs actions les plus médiatiques, il y a les « distributions au peuple », au cours desquelles ils réquisitionnaient des camions - qui généralement transportaient de la nourriture et souvent appartenaient à des filiales de sociétés « multinationales » - et les conduisaient dans les quartiers ouvriers de la périphérie de la ville, où leur contenu était rapidement distribué sous le drapeau du MRTA.

Comme les zapatistes et l'Armée populaire révolutionnaire (EPR) au Mexique, le MRTA a acquis un prestige à la Robin des Bois, celui de jeunes rebelles contraints à prendre les armes par l'injustice insupportable du monde qui les entoure. Idéologiquement, Túpac Amaru est issu d'un groupe d'intellectuels radicalisés qui avaient rompu avec les partis bourgeois péruviens, et qui voyaient dans l'exemple de Cuba la voie vers la libération nationale et vers une société juste.

Juste après sa création en 1985, le MRTA déclarait qu'il était « né pour lutter pour la révolution et pour le socialisme », et se définissait comme « nationaliste, démocratique et anti-impérialiste ». Mais depuis récemment, il ne revendique plus, dans sa propagande, qu'une société juste et démocratique, en même temps qu'il se réclame de grandes figures du nationalisme bourgeois comme Bolívar, San Martín et Martí, et qu'il rejette toutes les étiquettes « étrangères ». Ainsi, tout en se déclarant partisan d'un vague programme de réformes radicales du capitalisme, il se conduit simplement comme un groupe de pression sur les secteurs « progressistes » de la bour-



La résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima après le raid des tueurs de l'armée de Fujimori (à droite). Les parrains impérialistes de Fujimori ont applaudi l'exécution en masse des 14 militants du MRTA.



Reuters

geois - en particulier les secteurs considérés comme « réformistes » ou « patriotes ». L'absurdité de tout ceci est confirmée par une des revendications actuelles du MRTA : que le brutal gouvernement Fujimori « s'engage à changer sa politique économique en faveur d'un modèle qui vise le bien-être du plus grand nombre ».

En un sens, le MRTA semble avoir fait en sens inverse l'itinéraire politique de Castro. Les groupes de guérilleros commandés par Fidel Castro qui avaient pris les armes dans la Sierra Maestra cubaine en 1956 se considéraient initialement comme les sauveurs de la nation cubaine, et défendaient un programme démocratique radical. Ils réclamaient le retour à la constitution libérale de 1940, une réforme agraire très modérée et la confiscation des « gains mal acquis de tous ceux qui ont commis des irrégularités sous les régimes précédents ». Mais des circonstances exceptionnelles forcèrent les guérilleros castristes à aller au-delà de ce programme et à entreprendre l'expropriation de la bourgeoisie et de ses maîtres impérialistes afin de pouvoir ne serait-ce que réaliser leurs réformes. Il n'y avait pas de « troisième voie ». Devant l'hostilité implacable de l'impérialisme, les guérilleros créèrent une société dont les caractéristiques politiques et économiques fondamentales étaient similaires à celles de la société issue de la dégénérescence de la Révolution russe de 1917. Ce faisant, les castristes adoptèrent la perversion idéologique stalinienne du marxisme - trait distinctif idéologique de tous les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés -, l'affirmation qu'il s'agit de construire le « socialisme dans un seul pays ».

Dès le début, la Révolution cubaine a été vue par toute une génération, dans le monde entier, comme un modèle de révolution totalement nouveau, et elle a inspiré une vague d'aventures guérillistes qui se sont révélées désastreuses pour leurs protagonistes. Mais la combativité initiale du régime de Castro, qui dépendait du soutien économique de l'URSS pour construire un îlot bureaucratique de « socialisme » dans les Caraïbes, a fait place à une approche plus pragmatique. Aujourd'hui que la contre-révolution capitaliste a ouvert l'Union soviétique et l'Europe de l'Est à une exploitation capitaliste débridée, l'existence même de Cuba en tant qu'Etat ouvrier déformé isolé est gravement menacée.

En même temps, les partis « de gauche » (réformistes) de masse apparaissent de plus en plus déconsidérés, à mesure qu'ils continuent à jouer leur rôle en trompant les masses avec de bonnes paroles sur la « démocratie » et la « justice » pour plus tard, tandis que maintenant ils aident les bourgeoisies à imposer des attaques contre les opprimés. Dans ce contexte, l'image du rebelle avec un fusil devient à nouveau attractive dans le monde entier, en particulier pour la jeunesse.

Mais il est important de comprendre que la création d'un Etat ouvrier déformé à Cuba par les Fidelistas (ainsi que par d'autres mouvements de guérilla en Chine, au Vietnam et en Yougoslavie) n'a pu avoir lieu que du fait de circonstances exceptionnelles : l'extrême faiblesse de la classe dirigeante, l'absence d'un prolétariat conscient luttant pour ses propres intérêts, et l'existence de l'Union sovié-

que comme contre-poids à l'impérialisme. Ces conditions n'existent plus au lendemain de l'écroulement de l'Union soviétique.

L'histoire a montré, avant comme après la Révolution cubaine, que la victoire de ce genre de forces militaires petites-bourgeoises et réformistes basées sur la paysannerie, débouchera avec une bien plus grande probabilité sur la consolidation d'un nouveau régime bourgeois et le rétablissement ou le maintien de la domination impérialiste. En fait, il semble qu'il y ait actuellement une épidémie de « paix conclue » entre les mouvements de guérilla de jadis et les assassins en uniforme - le M-19 colombien, le Front national de libération Farabundo Martí au Salvador il y a quelques années de cela, et maintenant les rebelles guatémaltèques de l'UNRG. Les participants à la grande fête de la réconciliation de Guatemala City oublient les 150 000 paysans mayas, militants de gauche et autres victimes de la répression assassinés au cours de ces 36 dernières années. Le traité de « réconciliation nationale » signé le mois dernier offre une amnistie totale à ceux qui sont coupables d'assassinats en masse. Cette « paix des cimetières » est l'aboutissement le plus fréquent de la voie de la guérilla.

Le Cuba de Castro : une révolution sociale déformée

Je voudrais vous convaincre de deux propositions élémentaires. La première est que la voie de la guérilla est fondamentalement une voie de défaites, parce qu'un groupe de guérilla géographiquement limité n'a pas de puissance sociale, et parce qu'il n'y a pas de « troisième voie » pour organiser la société dans un pays capitaliste arriéré. Elle peut être organisée sur une base capitaliste, avec l'esclavage impérialiste, ou sur une base prolétarienne - l'expropriation de la bourgeoisie et l'organisation de la production dans une économie centralisée et planifiée.

La seconde proposition est que, même étant donnée les circonstances improbables de la Révolution cubaine, le meilleur résultat possible était un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, dans lequel l'économie est organisée sur une base prolétarienne, mais où les ouvriers ne détiennent pas le pouvoir politique. Le pouvoir politique est entre les mains d'une bureaucratie stalinienne qui, sous prétexte de « construire le socialisme dans une seule île », supprime la démocratie ouvrière et trompe les masses pour qu'elles lui permettent de conserver sa position privilégiée. Cette bureaucratie est profondément hostile tant à une révolution politique ouvrière dans ses frontières parce que celle-ci la balayerait, qu'à une révolution socialiste dans les autres pays, parce qu'elle essaie de survivre en négociant un accord avec l'impérialisme.

Suite page 10

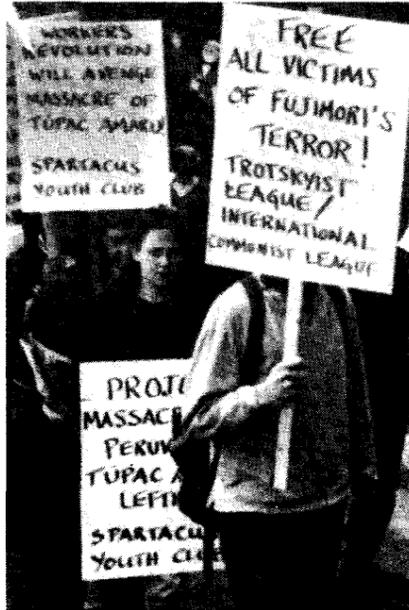
La LCI a protesté contre le massacre des combattants du MRTA

Déclaration de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Protestons contre le massacre des militants de gauche du Túpac Amaru au Pérou!

La révolution ouvrière vengera les martyrs de la dictature de Fujimori!

La Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) se félicite de la victoire de la gauche prolétarienne représentée par le mouvement révolutionnaire du MRTA à Lima. Le massacre de 14 combattants du Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru à Lima est un acte de barbarie qui a été commis par le régime de Fujimori. La Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) se félicite de la victoire de la gauche prolétarienne représentée par le mouvement révolutionnaire du MRTA à Lima. Le massacre de 14 combattants du Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru à Lima est un acte de barbarie qui a été commis par le régime de Fujimori. La Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) se félicite de la victoire de la gauche prolétarienne représentée par le mouvement révolutionnaire du MRTA à Lima. Le massacre de 14 combattants du Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru à Lima est un acte de barbarie qui a été commis par le régime de Fujimori.



Spartacist Canada

Ci-contre, le 26 avril à Toronto

Ligue trotskyste: LB, B.P. 135-10, 75463 PARIS cedex 10 - tél: 01 42 08 01 49
LB, B.P. 240, 75003 ROUEN cedex - tél: 02 35 73 74 47
International Communist League: Box 7429 GPO, New York, NY 10116 USA



Spartacus!

Jeunesse spartaciste

Nous reproduisons ci-dessous la transcription, revue pour publication, d'un exposé présenté par George Foster, membre du comité central de la Spartacist League/US, à l'occasion d'un cours de formation tenu par la SL à New York au début de cette année. Cet article est traduit des pages de la jeunesse de la SL, dans Workers Vanguard n° 672, 8 août 1997.

Le Manifeste du Parti communiste de 1848 débute par l'affirmation qu'un spectre hante l'Europe, le spectre du communisme. Aujourd'hui, les bourgeoisies du monde entier, et en particulier la bourgeoisie américaine, voudraient nous faire croire que le communisme est mort et que le genre humain est à la « fin de l'histoire ». Les impérialistes sont bien sûr toujours en train de célébrer la récente destruction de l'Union soviétique, qui leur a été honteusement offerte sur un plateau par le stalinisme. Mais si vous écarterez leur esbroufe idéologique et si vous examinez leurs faits et gestes, vous verrez que les dirigeants capitalistes sont toujours hantés par la révolution d'Octobre 1917, ce même vieux spectre de 1848. Car la plus grande confirmation du Manifeste a été précisément la révolution russe d'Octobre 1917, une révolution qui avait inscrit sur sa bannière le mot d'ordre de conclusion du Manifeste : « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Le communisme est loin d'être mort. Il n'y a qu'à observer les maux du capitalisme contemporain à travers le prisme du Manifeste du Parti communiste pour voir le caractère prémonitoire de ce document, qui a marqué la fondation programmatique du communisme moderne.

Ainsi, dans cette soi-disant période de « mort du communisme », la police de Chicago fait activement campagne pour reconstituer sa « brigade anti-rouges », une unité officiellement démantelée il y a plusieurs années. L'exemple est trivial, mais cependant caractéristique de la période actuelle. Depuis la destruction de l'Union soviétique, les capitalistes, qui sentent qu'il n'y a rien pour les retenir, sont partout en proie à une véritable frénésie. Les bourgeoisies accroissent le taux d'exploitation de la classe ouvrière en Europe, en Amérique du Nord, en Asie et en Amérique latine, exacerbant ainsi les rivalités et la concurrence interimpérialistes. Ceci a mené à une paupérisation accrue des travailleurs dans le monde entier, alors qu'une infime minorité s'enrichit toujours davantage.

Un autre trait du capitalisme actuel accompagne cette accumulation de tensions sociales : une augmentation massive des forces de répression de l'Etat. Aux Etats-Unis, cet appareil policier qui s'est développé énormément s'est transformé en une couche consciente, manifestement parasite, partie intégrante d'un immense système d'injustice capitaliste qui a relégué à l'enfer des prisons toute une génération de jeunes immigrés et appartenant aux minorités ethniques. De plus en plus, la bourgeoisie cultive chauvinisme et racisme pour diviser et affaiblir la classe ouvrière, et pour saper sa volonté révolutionnaire. Et il y a, de façon concomitante, une sinistre résurgence de la réaction extrême sous la forme des bandes fascistes, la dernière ligne de défense du capitalisme. La véritable devise de la bourgeoisie ce n'est pas « le



communisme est mort », c'est « Octobre 1917 - plus jamais ça ! »

Les origines du « Manifeste du Parti communiste »

Le Manifeste du Parti communiste est l'un des deux premiers documents mûrs

du marxisme et le document de fondation du mouvement communiste. C'est la Ligue des communistes, une petite organisation internationale de communistes prolétaires-artisans qui, en novembre 1847, avait demandé que soit rédigé ce document pour lui servir de déclaration de principes. L'histoire la plus connue de



Le « Manifeste » a été publié alors que les révolutions de 1848 enflammaient l'Europe. Les ouvriers défendent les barricades à Francfort, en Allemagne.

la genèse du Manifeste est celle rédigée, en 1885, par Friedrich Engels, collaborateur et compagnon de lutte de longue date de Marx. Le bolchévik David Ryazanov, fondateur de l'Institut Marx-Engels à Moscou, en fait un résumé amusant dans son livre paru en 1927, *Karl Marx et Friedrich Engels* : « L'histoire d'Engels peut être résumée de la façon suivante : il était une fois Marx et Engels, deux philosophes et politiciens allemands, qui furent obligés d'abandonner leur terre natale. Ils vécurent en France et en Belgique. Ils écrivirent des livres savants, qui tout d'abord attirèrent l'attention de l'intelligentsia, et qui ensuite tombèrent entre les mains des travailleurs. Un beau matin, ces travailleurs se tournèrent vers ces deux savants qui étaient restés assis dans leur cloître, à l'écart du travail répugnant de l'activité pratique et qui, comme il sied aux gardiens de la pensée scientifique, attendaient fièrement la venue des travailleurs. Et le jour arriva ; les travailleurs vinrent, et invitèrent Marx et Engels à rejoindre leur Ligue. Mais Marx et Engels déclarèrent qu'ils ne rejoindraient la Ligue qu'à la condition que celle-ci accepte leur programme. Les travailleurs acquiescèrent, ils organisèrent la Ligue des communistes et décidèrent immédiatement d'autoriser Marx et Engels à préparer le Manifeste du Parti communiste. »

Ce que Ryazanov reproche à la version d'Engels, c'est qu'elle ne fait pas mention des efforts organisationnels extrêmement persévérants, en particulier de la part de Marx dès 1845, visant à gagner des communistes prolétaires à ses idées, partagées par Engels. En plus d'être des penseurs dotés d'une vision à long terme, Marx et Engels étaient tous les deux des révolutionnaires actifs, qui eurent très tôt des liens avec le précurseur de la Ligue des communistes, la Ligue des Justes. Engels avait également cherché à établir des liens avec les ouvriers combattifs rassemblés dans le mouvement chartiste en Grande-Bretagne, où il avait réalisé un travail de pionnier en écrivant sur les conditions de vie du prolétariat sous le capitalisme moderne.

En particulier quand leurs idées commencèrent à se cristalliser, en 1845-46, Marx et Engels se mirent à rechercher des communistes ouvriers dans le but de forger une organisation autour de ces idées, une organisation qui dès l'origine devait être construite sur une base internationale. Il faut comprendre qu'à l'époque il y avait une distinction claire entre le communisme et le socialisme. Le socialisme était considéré comme une doctrine bourgeoise, identifiée aux différents projets expérimentaux/utopiques et réformistes des idéologues bourgeois et petits-bourgeois. Les communistes se définissaient clairement comme ceux qui étaient pour le renversement révolutionnaire de l'ordre existant, et pour l'instauration d'une société égalitaire. Le communisme de cette époque était né d'une scission d'extrême-gauche du jacobinisme français, et dont Gracchus Babeuf et Filippo Buonarroti sont les symboles.

La Ligue des Justes était constituée d'ouvriers, essentiellement des artisans allemands en exil, installés à Londres, Bruxelles ou Paris et dans quelques avant-postes en Allemagne. Ce n'étaient pas pour la plupart des prolétaires modernes travaillant dans de grandes usines mécanisées. Mais néanmoins, et c'est tout à leur crédit, ils furent gagnés aux conceptions de Marx et Engels sur la nature de la société capitaliste moderne. La

Ligue des Justes avait inscrit sur son drapeau: «Tous les hommes sont frères!» Quand elle rallia le point de vue de Marx et se transforma en Ligue des communistes, elle adopta le cri de ralliement du *Manifeste*: «Proletaires de tous les pays, unissez-vous!»

Quand le *Manifeste* fut mis en chantier, en novembre 1847, tout le monde s'attendait à ce que la révolution explose d'un moment à l'autre en Europe. Cependant, en dépit de ce sentiment d'urgence largement répandu, Marx, comme semblerait-il à son habitude, prit du temps pour écrire ce document. Il vivait alors en exil à Bruxelles, alors que la direction de la Ligue des communistes résidait à Londres. Fin janvier, elle envoya à Marx une lettre irritée et impatiente qui déclarait: «Le comité central chargé par la présente le comité régional de Bruxelles d'informer le citoyen Marx que si le *Manifeste* du Parti communiste dont il a assumé la composition au dernier congrès n'est pas parvenu à Londres le 1^{er} février de l'année courante, des mesures en conséquence seront prises contre lui. Au cas où le citoyen Marx n'accomplirait pas son travail, le comité central demandera le retour immédiat des documents mis à la disposition de Marx.» La lettre et le *Manifeste* se croisèrent au courrier, et le *Manifeste* arriva littéralement juste à temps quand éclata la révolution attendue. Elle éclata d'abord en Suisse, s'étendit rapidement à l'Italie et à Paris, et de là à la Rhénanie, puis à la Prusse, et enfin à l'Autriche et à la Hongrie.

Le *Manifeste* valait bien cette attente. C'est réellement le premier exposé systématique du socialisme scientifique, des positions du communisme moderne. Comme l'expliquait Engels en 1883, l'année de la mort de Marx, l'idée fondamentale du *Manifeste*, qui «appartient uniquement et exclusivement à Marx», c'est l'idée que «la production économique et la structure sociale qui en résulte nécessairement forment, à chaque époque historique, la base de l'histoire politique et intellectuelle de cette époque; que, par suite (depuis la dissolution de la propriété commune du sol des temps primitifs), toute l'histoire a été une histoire de luttes de classes, de luttes entre classes exploitées et classes dominantes, entre classes dominées et classes dominantes, aux différentes étapes de leur développement social; mais que cette lutte a actuellement atteint une étape où la classe exploitée et opprimée (le prolétariat) ne peut plus se libérer de la classe qui l'exploite et l'opprime (la bourgeoisie), sans libérer en même temps et à tout jamais la société entière de l'exploitation, de l'oppression et des luttes de classes.» Les précédents systèmes d'égalitarisme, de communisme primitif fondé sur la distribution, des projets utopiques et réformistes variés de différents idéologues précédents du XIX^e siècle, étaient dépassés. Toute la compréhension de la



Ébouloz
Révolution française de 1789: les ouvrières de Paris dirigent la marche sur Versailles.

société, Marx l'avait placée sur une base matérialiste.

La montée du capitalisme industriel moderne

Les idées de Marx n'ont pas surgi toutes faites de son cerveau, mais étaient le résultat de l'étude, de la lutte et de l'expérience historique. Le dirigeant révolutionnaire russe V.I. Lénine a indiqué que les trois parties constitutives du marxisme étaient la philosophie allemande classique, l'économie politique anglaise classique et le socialisme français tel qu'il se présentait à l'époque, y compris ses doctrines organisationnelles. Ce qui veut dire que le marxisme ne pouvait pas naître comme ensemble d'idées dans une conjoncture historique antérieure, mais au contraire qu'il s'est développé à la fois à partir de ses antécédents historiques, des conditions matérielles et des luttes réelles de l'époque, y compris celles de la toute nouvelle classe ouvrière industrielle.

Le capitalisme existait sous sa forme mercantile bien plus de deux siècles avant que ne soit écrit le *Manifeste*, mais il commençait alors tout juste à s'étendre et à se transformer à l'extérieur de la Grande-Bretagne en manufactures industrielles modernes à grande échelle (la «machinofacture»), utilisant des instruments comme la machine à vapeur pour la production en masse de marchandises dans le système d'usine. En 1847, la Grande-Bretagne avait 1 500 kilomètres de voies ferrées. Ce chiffre devait s'accroître de plusieurs ordres de grandeur pendant les 25 années suivantes.

Le *Manifeste* avance l'argument que l'histoire de toute la société humaine, passée et présente, a été l'histoire de la lutte des classes. La reconnaissance du rôle de la lutte des classes n'était pas une découverte de Marx. Des historiens bourgeois de la Révolution française avaient commencé à voir la lutte des classes comme importante dans l'histoire. Dans une lettre à son camarade Joseph Weydemeyer en 1852, Marx explique ce qu'avait été sa contribution spécifique: «Ce que je fis de nouveau, ce fut: 1. de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases de développement historique déterminé de la production; 2. que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat; 3. que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes.»

C'est un résumé très succinct du *Manifeste*. En commentant cette affirmation, Lénine faisait remarquer que la théorie de la lutte des classes est en fait acceptable pour la bourgeoisie, que ceux qui ne font que reconnaître la lutte des classes ne sont pas des marxistes, mais opèrent encore dans les limites de la pensée bourgeoise et de la politique bourgeoise. Ce qui est inacceptable pour la bourgeoisie, c'est la reconnaissance par Marx que cette lutte des classes doit mener à la dictature du prolétariat, et à partir de là à l'abolition de la société de classes. C'est la distinction principale entre la doctrine de Marx et celles des réformistes et des

différentes.» Lénine l'a dit de façon plus terre à terre quand il faisait remarquer qu'une connaissance formelle de la dialectique vous aidera à réfléchir sur le monde autant qu'une connaissance de la physiologie vous aidera à digérer la nourriture.

Pour comprendre des phénomènes, ceux-ci doivent être examinés dans leurs rapports réciproques, dans leurs interactions, dans leurs contradictions et leur développement, dans leur totalité. C'est pourquoi la philosophie dialectique que Marx et Engels ont reprise de Hegel et qu'ils ont fermement ancrée dans le matérialisme: n'accepte aucune chose comme finale, absolue ou sacrée. Comme le notait Engels dans ses commentaires sur le noyau révolutionnaire contenu dans la philosophie de Hegel, la dialectique «montre la caducité de toutes choses et en toutes choses, et rien ne subsiste devant elle que le processus ininterrompu du devenir et du périr, de l'ascension sans fin de l'inférieur au supérieur, dont elle n'est elle-même que le reflet dans le cerveau pensant».

Ce que Marx voulait faire – et qu'il a fait –, c'était de mettre la science de la société en harmonie avec ses fondations matérialistes. La bourgeoisie, en particulier dans son état actuel de décadence et de désespoir, fait tout ce qu'elle peut pour y mettre des entraves.

Il est inconcevable que le marxisme existe sans certaines avancées cruciales de la science et de la production modernes. Le prolétariat est une classe historiquement déterminée, inconnue sous sa forme moderne dans les périodes historiques précédentes. Comme le notait Marx: «Dans la production sociale de



Beard

Les communistes révolutionnaires Karl Marx et Friedrich Engels, fondateurs du socialisme scientifique.

Engels résumait ainsi de manière succincte la vision anti-métaphysique, matérialiste dialectique, du marxisme: «Le monde ne doit pas être considéré comme un complexe de choses achevées, mais comme un complexe de processus où les choses, en apparence stables, tout autant que leurs reflets intellectuels dans notre cerveau, les concepts, se développent et meurent en passant par un changement ininterrompu.» Engels poursuit: «Mais reconnaître [cette grande idée fondamentale] en paroles et l'appliquer, dans la réalité, en détail, à chaque domaine soumis à l'investigation, sont deux choses



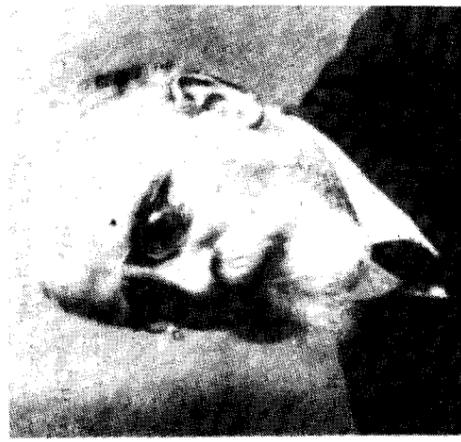
Dieter Verlag Berlin

leur vie, les hommes entrent dans des rapports définis qui sont indispensables et indépendants de leur volonté, des rapports de production qui correspondent à une étape définie du développement de leurs forces productives matérielles.» Marx affirmait que la somme des rapports de production constitue la structure économique de la société. Sur cette fondation s'élevait une superstructure légale et politique, et des formes correspondantes de conscience sociale.

C'est la découverte fondamentale de Marx. Vous ne pouvez pas comprendre vraiment la société moderne, ou n'importe quelle société, sans adopter un tel point de vue. Le marxisme représente un énorme bond en avant dans la compréhension humaine. Auparavant, l'étude de l'histoire s'était concentrée sur le rôle des individus, des idéologies ou des religions. Mais une telle étude ne mettait pas réellement à nu la dynamique et les processus. Pour la première fois, le marxisme donna à la classe ouvrière les outils pour comprendre la société et pour la changer.

Dans le *Manifeste*, Marx explique ainsi de manière pénétrante ce qu'est le capitalisme, comment ce nouveau système a vu le jour, et pourquoi et comment il a révolutionné les rapports de production, et révolutionné la planète. Le *Manifeste* se concentre sur l'organisation capitaliste

Suite page 8



Rospesen

David Riazanov a publié une version annotée du «Manifeste» qui fait autorité.



Durant les révolutions de 1848, Marx et Engels ont utilisé le «Neue Rheinische Zeitung» comme plate-forme de la politique révolutionnaire.

Manifeste...

Suite de la page 7

de la production, dans laquelle la force de travail est traitée comme une marchandise sur le marché. Les travailleurs n'ont rien à vendre que leur force de travail; les capitalistes ont le capital. Marx montre que la source de la plus-value (profit) est en réalité une appropriation d'une partie de ce travail par les capitalistes.

L'échange de marchandises en soi ne génère pas de plus-value. Une marchandise est échangée contre de l'argent, qui est réellement du travail concentré. Mais le profit retiré de la vente de cette marchandise ne vient pas de l'échange lui-même, mais de la valeur du travail investi pour sa production. Un ouvrier qui travaille douze heures par jour doit travailler six heures pour produire des marchandises qui, une fois échangées sur le marché, couvriront le coût de reproduction de son travail. Les autres six heures de son travail sont uniquement pour le bénéfice du capitaliste, qui s'approprie ce surplus.

Les révolutions de 1848

Comme je l'ai dit, le *Manifeste* est paru au même moment qu'éclatait la vague de révolutions à l'échelle européenne de 1848, mais cependant trop tard pour qu'il puisse avoir un réel impact sur le cours des événements. Quand la révolution éclata à Paris à la fin février, le gouvernement belge, terrifié, expulsa les communistes en exil qui vivaient à Bruxelles. Marx et ses camarades s'installèrent à Paris et commencèrent à se préparer activement à intervenir dans les événements révolutionnaires qui s'étaient rapidement étendus à l'Allemagne.

Des ouvriers allemands s'étaient rassemblés en grand nombre à Paris, et il y avait des débats passionnés sur la façon d'intervenir dans la révolution allemande qui avait éclaté. Un groupe, dirigé par Georg Herwegh et par l'anarchiste russe Michel Bakounine, organisa une légion révolutionnaire pour envahir l'Allemagne. Marx, au contraire, argumenta pour que les révolutionnaires entrent en Allemagne individuellement, afin de participer au soulèvement. Herwegh et Bakounine se mirent en route avec leur légion, qui subit une défaite cuisante à la frontière face aux troupes prussiennes. Pendant ce temps, Marx, Engels et leurs camarades appliquèrent leur plan, et Marx et Engels se retrouvèrent finalement à Cologne, en Rhénanie.

Cologne avait été choisie pour un certain nombre de raisons. Le soulèvement révolutionnaire était toléré par la bourgeoisie locale, qui en fait envoyait des pétitions à l'autocratie prussienne à Berlin pour lui demander de faire des concessions. Cologne était la partie la plus développée de l'Allemagne. C'était aussi là qu'avait été publié le premier organe politique radical de la bourgeoisie allemande, la *Rheinische Zeitung* de 1842 dont Marx avait été le rédacteur en chef. Tout bien considéré, c'était l'endroit qui promettait le plus de liberté d'action et une latitude plus grande pour la propagande et l'agitation.

Plutôt que de tenter d'organiser immé-



Le soulèvement chartiste de 1839 au Pays de Galles, écrasé dans le sang par les troupes britanniques. Ci-dessus : le dirigeant chartiste Fergus O'Connor.

diatement un parti communiste, Marx et Engels avaient le projet d'utiliser les organisations démocratiques bourgeoises comme un moyen de consolider des cercles ouvriers. En conséquence, pendant la période initiale de la révolution allemande de 1848, Marx et Engels firent bloc avec l'aile la plus à gauche de la démocratie bourgeoise, et y entrèrent. Agissant ouvertement en tant que communistes, ils parvinrent à prendre le contrôle de l'organe central de la bourgeoisie radicale, la *Neue Rheinische Zeitung*, et la transformèrent en organe du prolétariat allemand - quelque chose qui n'échappa pas à l'attention des démocrates bourgeois. En l'espace de quelques mois, tous les actionnaires initiaux du journal les avaient abandonnés.

L'orientation de Marx et Engels la plaça organisationnellement en conflit avec l'Union des ouvriers de Cologne, qui rassemblait la plupart des ouvriers de la ville. Elle était dirigée par un médecin du nom de Gottchalk qui, bien que n'étant pas communiste, s'opposait à toute coopération avec la bourgeoisie. En même temps, les partisans de Marx constituaient aussi une fraction active à l'intérieur de cette formation.

Marx et Engels espéraient que la révolution bourgeoise allemande serait le précurseur immédiat d'une révolution prolétarienne. Leur perspective, telle que soulignée dans le *Manifeste*, était de se ranger d'abord aux côtés de l'aile révolutionnaire de la bourgeoisie allemande « contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et la petite-bourgeoisie ».

Les révolutionnaires de l'époque, Marx y compris, se basaient sur l'expérience de la Révolution française de 1789. La Révolution française s'était étalée sur une longue période de temps. A partir de 1789, la prise de la Bastille par les masses parisiennes, la révolution était passée par toute une série de phases de plus en plus radicales. En 1792, la menace d'invasion par une coalition contre-révolutionnaire

des puissances européennes avait galvanisé la population, conduisant à la proclamation de la république. L'année suivante, le roi était exécuté et les jacobins de gauche arrivaient au pouvoir dans une situation de guerre révolutionnaire. Marx et Engels croyaient qu'une révolution démocratique et le suffrage universel, dans la situation de 1848, conduiraient rapidement au pouvoir du prolétariat et à l'expropriation de la bourgeoisie.

Le cours des révolutions de 1848 fut en



L'insurrection de mars 1871 fut le précurseur de la Commune, saluée par Marx comme le premier « gouvernement de la classe ouvrière ».

fait fort différent. En France, la paysannerie élut un gouvernement réactionnaire qui provoqua et ensuite écrasa le prolétariat parisien au cours des « journées de juin ». Plusieurs milliers d'ouvriers furent tués, des milliers d'autres emprisonnés ou exilés dans de lointaines colonies pénitentiaires. La peur du prolétariat allait bientôt pousser la bourgeoisie française dans les bras de Louis Napoléon, qui instaurera un régime réactionnaire dictatorial au lendemain de la révolution.

En Allemagne, comme Marx l'a fait remarquer dans son article « La bourgeoisie et la contre-révolution » écrit en décembre 1848, la même peur conduisit la faible bourgeoisie - qui était apparue tardivement sur la scène, et qui avait ses origines principalement dans les anciennes classes aristocratiques - à un compromis avec la réaction monarchique. La bourgeoisie allemande opéra désormais dans le cadre monarchique, en cherchant à introduire par en haut les réformes

nécessaires pour supprimer les entraves au développement capitaliste.

La Russie, qui était à l'époque la grande puissance réactionnaire du continent, offrit au kaiser prussien de l'argent et des soldats pour réprimer la révolution à Berlin. Le kaiser déclina l'offre de soldats - il en avait en suffisance - mais accepta l'argent et réprima la révolution. En Hongrie, les soldats russes furent acceptés, et la révolution dans ce pays fut aussi réprimée.

Pendant toute l'année 1848, Marx utilisa les pages de la *Neue Rheinische Zeitung* pour préconiser une guerre contre la Russie tsariste. Il espérait qu'une telle guerre aurait le même effet que la guerre qu'avait menée la France révolutionnaire en 1793 contre la coalition contre-révolutionnaire européenne - qu'elle galvaniserait et sauverait la révolution. Mais 1848 n'était pas 1793 - partout en Europe, la bourgeoisie craignait la vague révolutionnaire, parce qu'elle y voyait le prolétariat.

Sans rejeter le soutien aux démocrates bourgeois ni couper les liens avec les organisations démocratiques, fin 1848 Marx et Engels changèrent de priorités et commencèrent à concentrer leur énergie à organiser le prolétariat directement et indépendamment. Cependant, en février 1849 encore, Marx argumentait que les ouvriers devaient voter pour les démocrates bourgeois là où ils n'avaient aucune chance d'élire leurs propres représentants. Mais deux mois plus tard, Marx et ses partisans démissionnèrent du Comité d'arrondissement des sociétés démocratiques. Les efforts ultérieurs de Marx pour organiser un parti ouvrier furent anéantis par la contre-révolution victorieuse, et il fut contraint de quitter l'Allemagne.

[à suivre]

Série de cours-débats de la LTF-Jeunesse spartaciste

- | | |
|---|--|
| 1. Le programme communiste (11 septembre) | bolchévique (30 octobre) |
| 2. Les origines historiques du marxisme (2 octobre) | 5. La révolution d'Octobre 1917 (13 novembre) |
| 3. La conception marxiste de l'Etat (16 octobre) | 6. La dégénérescence stalinienne en URSS (27 novembre) |
| 4. La construction du Parti | 7. La révolution permanente (18 décembre) |

Pour toute information concernant le lieu de ces cours, téléphoner au 01 42 08 01 49

Pour contacter la Ligue trotskyste et la Jeunesse spartaciste

Paris
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris cedex 10
Tél: 01 42 08 01 49

Rouen
Le Bolchévik
BP 240
76003 Rouen cedex
Tél: 02 35 73 74 47

Jeune, choisis ton camp !

Nous reproduisons ci-dessous la présentation donnée par la Jeunesse spartaciste dans le meeting de la Ligue trotskyste-Jeunesse spartaciste le 31 mai dernier.

J'interviens au nom de la Jeunesse spartaciste, l'organisation de jeunesse de la Ligue trotskyste qui se bat à ses côtés pour la construction d'un parti révolutionnaire multiethnique internationaliste. (Dans cette tâche la jeunesse a un rôle à jouer.)

Aujourd'hui, nous sommes dans une période où se déchaînent les forces réactionnaires du capital au niveau mondial. Partout les acquis sont attaqués. Dans la forteresse Europe raciste les immigrés, les femmes et les jeunes sont les victimes de l'austérité capitaliste que l'on nous présente comme la seule perspective possible. Dans le même temps, les bourgeois impérialistes (France, USA,

grés - meurtres racistes de tueurs en uniforme ou pas; attaques contre les acquis de la classe ouvrière et ses organisations).

Les jeunes ont été partie intégrante de ces luttes, montrant par là même qu'ils ne sont pas prêts à accepter docilement l'avenir qu'on leur prépare. La jeunesse a montré qu'elle était prête à se battre et c'est bien !

Mais il faut voir aussi les limites de cette combativité qui s'exprime par le fait que tous n'ont pas pris conscience de la nécessité impérieuse de renverser le système capitaliste. Cette conscience ne tombera pas du ciel, mais elle devra être

famille, la société qui lui refuse toute indépendance, la jeunesse constitue une couche opprimée. Opprimée socialement, économiquement, sexuellement.

C'est pourquoi la Jeunesse spartaciste cherche à grouper autour du programme trotskyste les éléments les plus conscients de la jeunesse ouvrière, comme de la petite et de la grande bourgeoisie qui rompent avec leur classe pour rejoindre la lutte du prolétariat, pour le renversement du capitalisme.

En effet, seule la classe ouvrière, du fait de sa puissance sociale, a le pouvoir de diriger la construction d'une société socialiste, qui jettera les bases de l'éman-

guerre d'Algérie à la répression en Guyane en passant par le massacre de la grotte d'Ouvéa.

De façon concrète :

- En novembre, nous avons été à l'initiative d'un piquet de protestation sur la face de St-Denis pour lutter contre notre propre bourgeoisie, qui, en même temps qu'elle terrorisait les immigrés dans le cadre de Vigipirate, réprimait étudiants et syndicalistes guyanais, et voulait intervenir au Zaïre pour maintenir sa domination néocoloniale.

- Durant les grèves de décembre 95, nous avons protesté contre la partition des Balkans par les impérialistes qui cherchaient à imposer leurs diktats aux peuples de ce qui était un Etat ouvrier déformé, en même temps qu'à leur propre classe ouvrière. Nous avons appelé la classe ouvrière à s'opposer aux vues impérialistes de sa propre bourgeoisie et avancé le mot d'ordre d'une fédération



Le Bolchévick



Orban - Sipa Press

Qui peut croire à la « Justice » d'un Etat qui repose sur la propriété privée, l'exploitation et la terreur raciste? Les réformistes veulent y faire croire, pas les révolutionnaires! Forgeons un parti prolétarien révolutionnaire pour de nouveaux* Octobre 17!

Japon, Allemagne, Angleterre, ...) qui se sont partagé le monde, se le disputent âprement (comme au Zaïre), notamment au travers des interventions militaires. Les conséquences pour les populations du « tiers-monde » sont les dictatures militaires sanglantes, les guerres dites entre guillemets « interethniques », la famine, le SIDA et la mort. A l'époque de l'impérialisme, cette lutte pour la domination économique conduit à des guerres mondiales dans lesquelles la jeunesse est utilisée comme chair à canon.

Aux jeunes qui veulent travailler, produire de leurs mains, le capitalisme offre comme perspective le chômage et le racisme !

Aux jeunes qui veulent vivre, le capitalisme propose de crever de faim à côté des richesses produites, ou dans des guerres interimpérialistes !

Aux jeunes qui veulent apprendre, le capitalisme répond que l'éducation n'est pas un droit, mais un privilège qui dépend des nécessités chaotiques de son système !

Nous, nous voulons jeter les bases d'un système social qui garantisse la répartition du travail entre toutes les mains ouvrières; à travail égal, un salaire égal; la répartition des richesses; un enseignement de qualité accessible à tous sans sélection: ni sociale, ni raciale. L'enseignement comme toute richesse ne doit pas être le bien d'une minorité.

Aujourd'hui, beaucoup de gens sont non seulement conscients du danger mortel que représente le FN, mais voient à juste titre dans le fascisme le concentré de toute la barbarie capitaliste (attaques contre les femmes - droit au travail, à l'avortement; attaques contre les immi-

apportée de l'extérieur des luttes économiques par un parti révolutionnaire. Ainsi, à Strasbourg, la Jeunesse spartaciste est intervenue pour offrir aux jeunes antifascistes une réelle perspective de lutte résumée dans notre mot d'ordre « Actions ouvrières/immigrées/jeunes pour écraser les fascistes ». Cette perspective, les réformistes ne l'avancent pas car ils veulent rabattre les antifascistes dans la voie sans issue d'un vote anti-FN. Il ne peut pas y avoir de réformes. Le choix actuel, plus que jamais, est **socialisme ou barbarie**.

Il n'y a pas de capitalisme à visage humain, et le parti d'avant-garde et ses troupes de jeunesse doivent démasquer les « faux amis » de la classe ouvrière et de la jeunesse afin d'élever le niveau de conscience, c'est-à-dire amener à la conclusion que les opprimés ne pourront s'émanciper qu'à travers une révolution socialiste.

Les réformistes nous disent qu'être nombreux et combatifs suffit pour la victoire, alors qu'une fois la rue redevenue déserte, la bourgeoisie est toujours sur son fauteuil, les clefs des usines en mains et sa « justice » et ses flics réprimant les grévistes, expulsant et terrorisant les immigrés.

Qui peut croire à « l'égalité des chances » dans une société de classes ?

Qui peut croire à la « Justice » d'un Etat qui repose sur la propriété privée, l'exploitation et la terreur raciste ?

Les réformistes veulent y faire croire, pas les révolutionnaires !

La jeunesse n'est pas une classe, elle fait partie de toutes les classes, elle ne peut à elle seule créer un nouveau type de société. De par l'encadrement de la

cession de tous les opprimés. Les combats des jeunes et de la classe ouvrière doivent converger, et nous nous battons pour cela !

Les autres organisations de jeunesse, comme leurs organisations mères, essaient de dévoyer la combativité et la radicalisation des jeunes vers des solutions parlementaristes, ce que nous appelons la collaboration de classes. Elles s'adaptent au bas niveau de conscience politique actuel alors que la construction du parti, et à plus forte raison du socialisme, demande une conscience élevée. Notre organisation, elle, existe pour amener le trotskysme dans les rangs de la jeunesse. Elle donne un cadre dans lequel chacun peut s'exprimer, acquérir les bases politiques indispensables et faire ses propres expériences, tout en assimilant celles des luttes de classe précédentes, bref pour devenir des communistes. Au jour le jour, cela signifie intervenir sur les faces, les piquets de grève, écrire les pages *Spartacus!*, vendre notre journal, être responsable d'un secteur de travail et l'organiser, décider en réunion du bilan et des perspectives de nos actions afin de recruter l'avant-garde. C'est une organisation de transition dans laquelle se forment les futurs cadres du parti révolutionnaire multiethnique. Ce type d'organisation, nous cherchons à le construire internationalement, aux USA mais aussi en Italie, en Angleterre, en Allemagne, en perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, pour une révolution mondiale. Pour une internationale de la jeunesse !

La Jeunesse spartaciste combat la terreur raciste, son propre impérialisme qui a sur les mains le sang de ses anciens et actuels peuples coloniaux - de la

socialiste des Balkans.

- Nous luttons contre la terreur et la ségrégation racistes où qu'elles soient : de Philadelphie, avec Mumia Abu-Jamal, à Paris contre Vigipirate et la circulaire raciste de Bayrou. Nous mettons au centre de notre combat la lutte pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés, et avançons la perspective de milices ouvrières pour défendre les quartiers immigrés. Flics, hors des cités-ghettos, hors des organisations ouvrières !

- Au mois de février, nos camarades de la jeunesse en Allemagne en liaison avec le parti ont initié un front unique à Berlin contre les fascistes qui a permis que cette racaille ne parade pas dans les rues.

- Nous voulons écraser nous-mêmes les fascistes - de Tolbiac à Berkeley - avec des mobilisations ouvrières/immigrées/juives, sans aucune confiance dans l'Etat bourgeois pour le faire.

La seule façon de résoudre définitivement les problèmes générés par la putréfaction du capitalisme est la prise du pouvoir par la classe ouvrière. La jeunesse communiste, flamme de la révolution en sera le fer de lance.

Dans cette perspective, la Jeunesse spartaciste organisera une série de cours/débats où seront abordées des questions essentielles de notre programme, en vue de recruter l'avant-garde de la jeunesse.

Pour un parti d'avant-garde, tribun du peuple et des opprimés - jeunesse, femmes, immigrés, homosexuels. Les bolchéviques ont montré la voie. Nous avons un monde à gagner. Rejoignez la Jeunesse spartaciste. Pour de nouvelles révolutions d'Octobre!

Guérillisme...

Suite de la page 5

Comme c'est douloureusement visible dans la période actuelle, le « socialisme dans un seul pays » c'est en fait « le socialisme dans aucun pays ».

Au fond, nous parlons de l'opposition fondamentale entre réforme et révolution. Laissez-moi expliquer cela par deux exemples clairs : Cuba et le Nicaragua.

Pendant toute la première moitié de ce siècle, les Etats-Unis ont administré Cuba comme une plantation sucrière au bénéfice de sociétés américaines comme United Fruit, Standard Oil, etc. A chaque fois que l'agitation montait, les Etats-Unis fomentaient une révolution de palais, et ensuite tout rentrait dans l'ordre, comme sous le sanguinaire Batista qui a gouverné Cuba dans les années

gouvernement castriste expropriait des intérêts américains importants, comme les raffineries à sucre et leurs exploitations agricoles, puis tous les services publics. Vers la mi-octobre, les chemins de fer, les imprimeries, la métallurgie et les autres secteurs industriels avaient aussi été nationalisés. A la fin, l'Etat possédait 90 % du potentiel industriel cubain.

Ces nationalisations, rendues possibles par l'existence de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, signifiaient l'expropriation de la bourgeoisie cubaine en tant que classe, et jetaient ainsi la base pour éliminer l'exploitation capitaliste à Cuba. Ce sont ces mesures qui ont permis à Cuba de résister à des dizaines d'années d'agression impérialiste et de blocus économique. Comme nous l'avons fait depuis cette époque, nous, spartacistes, appelons

la propriété privée des moyens de production. Seules les propriétés du dictateur et de ses hommes de main devaient être nationalisées.

Mais l'expropriation de la dynastie Somoza mit une large part de l'économie (jusqu'à 40 %) entre les mains de l'Etat. Ceci donnait aux sandinistes une grande marge de manœuvre. Et même si le nouveau gouvernement était truffé de prêtres et de personnalités bourgeoises, l'insurrection amena des conséquences sociales significatives. Le pouvoir effectif était entre les mains de l'armée sandiniste, laquelle n'était pas forcément enthousiaste pour rétablir le pouvoir de la bourgeoisie.

Les sandinistes poursuivirent opiniâtrement leur mirage d'un « modèle de développement économique indépendant », en essayant de développer une « économie

vestir dans leurs usines. La lassitude de la guerre s'installa, et de nombreux Nicaraguayens en arrivèrent à la conclusion que la situation ne pourrait que s'améliorer s'il y avait un accord avec les impérialistes par rapport à la continuation de l'état de siège avec les sandinistes au pouvoir. En 1990, Violeta Chamorro, « Madame Contra », fut élue présidente avec l'appui sonnante et trébuchante des dollars américains. Les sandinistes firent la paix, et s'engagèrent à jouer le rôle d'opposition loyale, en agissant ouvertement comme gardiens du capitalisme, en échange de la préservation de leurs privilèges - des postes dans la bureaucratie d'Etat et d'autres avantages de ce genre.

Les événements de Cuba et du Nicaragua ont confirmé de façon convaincante que, contrairement à ce qu'affirment les réformistes du monde entier, et en particulier les staliniens et les maïstes, tous les secteurs de la bourgeoisie des pays arriérés sont trop étroitement dépendants de l'impérialisme pour introduire des changements de société fondamentaux. A Cuba, la seule voie pour libérer le pays du joug de l'impérialisme passait par l'élimination de la bourgeoisie en tant que classe. Au Nicaragua, malgré tous les efforts des sandinistes pour trouver une alternative, en cherchant tous les compromis imaginables avec la bourgeoisie impérialiste et ses partenaires locaux, le résultat final a été le rétablissement d'un régime néocolonial sous la houlette des Etats-Unis.

Pour la révolution permanente en Amérique latine !

Bien avant les événements des 50 dernières années, l'histoire avait déjà montré qu'il n'y avait effectivement pas de voie intermédiaire. Il y a plus de 90 ans, le révolutionnaire russe Léon Trotsky avait élaboré la théorie de la révolution permanente. Trotsky argumentait qu'à l'époque de l'impérialisme, la bourgeoisie d'un pays arriéré comme la Russie était incapable d'accomplir les tâches de la révolution démocratique bourgeoise : libération nationale, révolution agraire, démocratie politique et modernisation. En étudiant la situation de la Russie tsariste du début de ce siècle et l'histoire de la lutte des classes en Europe de l'Ouest au XIX^e siècle, Trotsky concluait que la bourgeoisie était trop étroitement liée aux impérialistes et à l'aristocratie foncière pour permettre l'expropriation de la terre, l'essence de la révolution agraire.

Trotsky soulignait aussi le caractère « inégal et combiné » du développement capitaliste dans la Russie arriérée. Par cette formule, il voulait dire que son développement industriel, bien que retardé, n'était pas simplement au niveau où était un pays capitaliste plus avancé, disons 50 ans plus tôt. Au contraire, les formes les plus arriérées de production, l'industrie artisanale, coexistaient avec les techniques les plus avancées, dans d'immenses usines détenues par les impérialistes.



Bettmann



Franken/Sygma

A gauche, la prise de La Havane par Fidel Castro (au centre) en 1959. En tant que dirigeant d'un Etat ouvrier déformé engagé dans la voie du « socialisme dans un seul pays », Castro, en visite à Managua en 1980, conseilla aux dirigeants sandinistes de ne pas créer « un nouveau Cuba ».

1950. Fatigués de ce cycle de changements au sommet tandis que dans la société tout restait pareil, les castristes décidèrent que la seule manière d'obtenir de vraies réformes était de prendre les armes.

Il se trouva que l'armée rebelle prit le contrôle du pays quand le régime de Batista s'effondra, la plupart de ses officiers étant gravement compromis dans la corruption et les exactions du régime. Castro, Guevara et leur groupe formèrent alors un gouvernement de coalition avec des personnalités bourgeoises, dont ils promirent de protéger les intérêts. Bien que les raffineries à sucre, les mines et presque toutes les usines de Cuba fussent toutes soit la propriété d'étrangers soit dépendantes des équipements étrangers, on ne parlait pas alors d'exproprier les propriétés impérialistes.

La modeste réforme agraire initialement décidée par le régime castriste, la diversification du commerce extérieur et les tribunaux révolutionnaires organisés pour faire justice des crimes des anciens tortionnaires de la police provoquèrent une terrible frayeur chez la bourgeoisie impérialiste américaine. A l'annonce de la réforme agraire, en juin 1959, Washington menaçait d'annuler les quotas sucriers dont dépendait la survie de l'économie cubaine, et commença à refuser des crédits aux importateurs cubains. Début 1960, Cuba annonça un important accord commercial et de crédit avec l'Union soviétique (suivi d'un accord moins important avec la Chine), qui s'engageait à acheter des millions de tonnes de sucre cubain sur une période de cinq ans. Le dénouement était proche.

En juin 1960, Castro nationalisa les raffineries américaines quand celles-ci refusèrent de traiter le pétrole brut soviétique qui commençait à arriver aux termes du nouvel accord commercial. Début juillet, le gouvernement américain supprimait les quotas de sucre, dans le but de réduire les Cubains à merci par la famine. Le numéro un soviétique Nikita Khrouchtchev avertit immédiatement qu'il pourrait accorder un soutien militaire à Cuba « si les forces agressives du Pentagone osaient intervenir ». Deux semaines plus tard, par mesure d'autodéfense, le

tous les ouvriers et les paysans, tous les défenseurs des opprimés, à défendre Cuba contre l'encerclement impérialiste et la contre-révolution ! A bas le blocus !

Le Nicaragua sandiniste : l'échec de la « voie intermédiaire »

La Révolution cubaine a procuré un système de santé de qualité pour la population, l'éducation pour la jeunesse, un logement et une alimentation adéquats pour tous. C'est l'expropriation de la bourgeoisie qui a jeté les bases de ces avancées. Nous pouvons voir maintenant combien cela a été crucial en comparant avec la révolution sandiniste au Nicaragua.

En 1979, 20 ans après l'entrée des forces de Castro à La Havane, le Front sandiniste de libération nationale renversa le régime fantoche honni d'Anastasio Somoza. On peut parler d'un dictateur suceur de sang - au sens propre ! Son idée pour résoudre les problèmes de devises du pays était de créer une société appelée Plasmaféresis, qui était spécialisée dans l'exportation de sang humain vers les Etats-Unis. Il était si étroitement lié aux impérialistes américains qu'il avait fait imprimer le portrait de l'ambassadeur américain sur les billets de 3 dollars. A l'époque de l'arrivée des sandinistes au pouvoir, l'armée somoziste, la Garde nationale, avait tué 50 000 personnes.

Donc la révolution sandiniste était un authentique soulèvement national, et avait le soutien de la quasi-totalité de la bourgeoisie en dehors de la famille Somoza, de ses protégés et de son armée. Il y eut aussi une mobilisation de la population dans différentes villes dans tout le pays, qui affronta la Garde nationale dans de véritables batailles rangées. Mais le programme des sandinistes, sur lequel ils se sont engagés au cours d'une rencontre avec la bourgeoisie anti-somoziste peu avant la révolution, visait à préserver le capitalisme sans Somoza, et prévoyait même l'intégration d'officiers et de soldats « honnêtes » de la Garde nationale dans l'armée sandiniste. Il revendiquait un « conseil d'Etat » à majorité bourgeoise et une « économie mixte » - ce qui revenait à garantir la préservation de

mixte » avec un secteur capitaliste, et une soi-disant « voie intermédiaire » de « pluralisme démocratique », et en refusant d'écraser la bourgeoisie pro-impérialiste. Ils ont même proposé de mettre en place des patrouilles frontalières communes avec le régime militaire du Salvador pour démontrer aux impérialistes qu'ils ne livraient pas d'armes aux insurgés de gauche salvadoriens ! Castro encouragea fortement les sandinistes à rechercher les bonnes grâces de la bourgeoisie nicaraguayenne et de l'impérialisme yankee. Lors d'une visite à Managua, il donna ce conseil : « Evitez les erreurs initiales que nous avons faites à Cuba, le rejet politique par l'Occident, les attaques frontales prématurées contre la bourgeoisie, l'isolement économique. » Autant pour Fidel, el duro (le « dur ») !

Les sandinistes continuèrent à courir après cette « voie intermédiaire » mythique malgré l'hostilité impérialiste qui se manifestait par la guerre froide de Reagan contre l'Union soviétique (et par extension contre Cuba, le Nicaragua et tout ce qui était considéré comme « communiste »), malgré la pression sans répit de la guerre des *contras* financée par la CIA, malgré l'embargo impérialiste qui étranglait l'économie, et alors que les industries périssaient du fait que la bourgeoisie nicaraguayenne refusait d'in-



Solimano/Reuters

Les habitants des bidonvilles péruviens souffrent de malnutrition et de maladie sous le régime d'austérité de Fujimori, imposé par le FMI aux travailleurs et paysans.

Comme corollaire de ce développement inégal et combiné, s'était formé un prolétariat d'une taille non négligeable, un prolétariat avancé qui avait commencé à agir en son propre nom et qui représentait une menace pour l'existence de la bourgeoisie. Tirant les leçons des luttes des classes du XIX^e siècle, Trotsky argumentait que « partout où le prolétariat est apparu comme une force indépendante, la bourgeoisie a basculé dans le camp de la contre-révolution. Plus téméraire est la lutte des masses, plus rapide est la transformation réactionnaire du libéralisme. » Si vous regardez l'Amérique latine, que ce soit Cuba, le Nicaragua, le Mexique ou le Pérou, vous ne trouverez que des confirmations de cette thèse.

Pourquoi le programme de réformes démocratiques radicales du capitalisme défendu par les guérillistes n'a-t-il jamais marché ? Au cœur de la société moderne, régie par le mode de production capitaliste, seules deux classes ont un rôle stratégique à jouer. La classe capitaliste possède les usines, les moyens de production. Si les capitalistes refusent d'investir, les usines périclitent et font faillite. L'autre classe stratégique est le prolétariat. Quoi que fasse le capitaliste, le seul moyen qu'il a de faire du profit, c'est d'utiliser la force de travail, le travail mental et physique de l'ouvrier. Mais si l'ouvrier refuse de travailler, la production est paralysée, et avec elle le flot du profit. A mesure que le capitalisme se développe, il concentre des quantités de plus en plus grandes de capital dans des monopoles qui, à leur tour, concentrent un plus grand nombre d'ouvriers dans des entreprises industrielles. Pour assurer la production, les ouvriers doivent être collectivement organisés dans une machine bien huilée. C'est le processus de production même qui donne à la classe ouvrière sa puissance sociale, et qui la prépare à l'action collective. La récente grève générale de Corée du Sud l'a montré de façon très spectaculaire.

La bourgeoisie et le prolétariat ont des intérêts antagonistes. Le capitaliste a intérêt à défendre sa propriété et sa capacité à soutirer du profit, en essayant constamment de le maximiser par l'augmentation des cadences et l'intensification de la productivité du travail. Préoccupé d'avoir de quoi vivre, lui et sa famille, l'ouvrier cherche à résister à cette intensification, en utilisant son expérience de l'action collective pour former des syndicats qui défendent son emploi, son salaire et ses conditions de travail.

Mais qu'en est-il des autres couches de la société, ce qu'on appelle la « classe moyenne », la petite-bourgeoisie ? La petite-bourgeoisie, qui inclut les petits commerçants et hommes d'affaires, les paysans, les intellectuels et les membres des professions libérales, est une classe intermédiaire. Elle est souvent marginale dans la production, même si elle joue peut-être un rôle dans la distribution des biens. La petite-bourgeoisie n'a aucune puissance ; une « grève » des petits commerçants ne fait généralement de tort qu'à eux-mêmes. Leur capital est beaucoup trop petit pour peser d'un poids quelconque. De plus, cette classe est atomisée. Dans la mesure où ils ont un intérêt commun, c'est leur aspiration à s'élever pour rejoindre les rangs de la grande bourgeoisie. Pourtant, à cause de leur existence marginale, ils sont continuellement menacés d'être ruinés par les grands monopoles. Quand cela arrive, ils peuvent occasionnellement s'allier au prolétariat contre le grand commerce, la grande bourgeoisie ou les grandes banques (qui souvent ne font qu'un). Dans la mesure où la petite-bourgeoisie cherche à défendre ses aspirations à exploiter le travail d'autrui, elle est l'ennemi juré du prolétariat.

Si vous pensez que cela ne s'applique pas à la paysannerie, regardez-y de plus près. Qu'est-ce qu'un paysan ? Il y a la couche relativement aisée de petits propriétaires, qui possèdent quelques machines et une ferme trop grosse pour y

travailler seuls, et qui ont par conséquent besoin d'employer d'autres paysans. Il y a le paysan pauvre avec un tout petit lopin de terre pour son usage personnel, obligé de travailler une partie du temps pour un propriétaire terrien ou pour un paysan riche. Il y a le paysan sans terre qui est forcé de survivre en se louant comme ouvrier agricole là où il arrive à trouver du travail. Ce que Trotsky disait de la Russie tsariste à propos des intérêts contradictoires des différentes couches de la paysannerie, reste vrai en Amérique latine aujourd'hui : « La paysannerie dans sa totalité était totalement incapable de tenir les rênes d'un gouvernement. »

Pour l'internationalisme révolutionnaire !

Donc nous arrivons à la réponse à la question : pourquoi toutes les luttes de guérilla ont-elles été incapables de trouver une voie alternative ? Parce qu'il n'y

avait pas de bureaucrate parasitaire.

« Mais au moins, ils se sont débarrassés du capitalisme », dirons peut-être certains d'entre vous. Oui, mais pour combien de temps ? Un Etat ouvrier déformé n'est pas une étape vers le socialisme ; c'est un obstacle nationaliste, bureaucratique sur la voie du socialisme. L'armée de guérilla, portée au pouvoir sans la participation consciente des ouvriers et des paysans, et qui n'a donc de comptes à rendre à personne, joue dès le départ le rôle d'arbitre entre les intérêts antagonistes des différentes couches sociales. Dans la mesure où il y a une justification idéologique, c'est le nationalisme, en l'espèce sous la forme de la rhétorique de la libération.

Regardez l'Amérique centrale dans les années 1980, quand Reagan a lâché ses chiens de guerre contre le régime sandiniste nicaraguayen et contre les insurgés de gauche au Salvador voisin. A l'époque,

l'ouvrier isolé serait condamné à « la généralisation de la pénurie ». Et si le programme stalinien du « socialisme dans un seul pays » était impossible dans un vaste pays comme l'Union soviétique, il est tout simplement ridicule sous la forme du « socialisme dans une seule île ». Une rhétorique anti-impérialiste, des appels au nid de brigands que sont les Nations Unies, et une politique nationalement limitée qui consiste à fermer les écoutilles et à s'enfermer dans son bunker ne défendra pas Cuba contre les pressions sans relâche de l'impérialisme – non seulement par l'encerclement militaire, avec les déformations qu'il entraîne, mais aussi par les pressions du marché mondial et de ses produits capitalistes meilleur marché. Ce qu'il faut de façon urgente aujourd'hui, c'est que tous ceux qui s'opposent à l'impérialisme construisent une défense internationaliste de Cuba, qui passe par la lutte de classe dans son propre pays.

L'appareil d'Etat policier de la caste bureaucratique à Cuba – même sous sa forme vert olive guévariste plus « humaine » et paternaliste – a travaillé à détruire le meilleur espoir pour la défense de la révolution, à savoir la conscience de classe prolétarienne. Comme l'écroulement de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique l'a prouvé, c'est l'atomisation du prolétariat par le stalinisme qui a joué le rôle le plus important pour saper l'Etat ouvrier déformé. Une authentique démocratie ouvrière non seulement mobiliserait les masses cubaines en défense de leurs acquis révolutionnaires, mais elle est une condition nécessaire pour une économie planifiée qui fonctionne de manière efficace. La meilleure défense de Cuba, c'est la révolution ouvrière, des Etats-Unis à l'Amérique du Sud, en passant par le Mexique et l'Amérique centrale.

En tant que marxistes, nous partons du postulat que le prolétariat est la seule classe qui a la puissance sociale et l'intérêt de classe pour libérer l'humanité du joug de l'oppression de classe. Conduit par un parti révolutionnaire trotskyste internationaliste, ayant une autorité acquise à travers de nombreuses batailles de classe, le prolétariat pourra renverser le capitalisme et ses extensions internationales dans le monde entier. Dans les pays arriérés, où les ouvriers sont minoritaires et où les tâches d'une révolution démocratique bourgeoise non accomplie restent à l'ordre du jour, seul le prolétariat révolutionnaire pourra rallier à sa cause les couches inférieures des classes opprimées au moyen d'un programme de révolution agraire, d'émancipation des paysannes et des ouvrières de la double oppression qu'elles subissent, d'expropriation des classes possédantes et de gouvernement des soviets d'ouvriers et de paysans. C'était la voie d'Octobre, et c'est la seule voie vers la victoire pour les masses opprimées d'Amérique latine. Pour les Etats-Unis socialistes d'Amérique latine ! Pour la révolution socialiste dans toutes les Amériques !



New York, septembre 1991: la LCI manifeste contre l'interruption de l'aide soviétique à Cuba, qui a eu des effets dévastateurs sur une économie cubaine déjà affaiblie.

en a pas. Vous pourriez aussi bien chercher le pays des contes de fées. La petite-bourgeoisie, qui n'a pas un rapport décisif aux moyens de production, est incapable d'organiser la société d'une autre manière. De par sa nature même, elle est forcée soit de poursuivre ses aspirations bourgeoises ou, dans des circonstances extrêmement exceptionnelles, elle cherche à exproprier la bourgeoisie, en s'assurant quelques privilèges en tant que couche bureaucratique à la tête d'un Etat ouvrier déformé.

Cela est lié à une autre caractéristique structurelle de la petite-bourgeoisie. La plus grande menace pour ses aspirations les plus profondes est d'être rejetée vers le prolétariat et les déshérités. Elle pense qu'elle est supérieure et qu'elle mérite mieux que ça. Et dans le cas de l'intellectuel, élevé dans un système où le travail manuel est considéré comme infiniment inférieur au travail intellectuel, il est prédisposé à se poser en maître des masses laborieuses. S'il rompt avec ce genre de conceptions, il peut rejoindre les rangs de la révolution prolétarienne. Mais l'intellectuel de gauche qui devient un guérilliste n'est rien d'autre qu'un caudillo qui veut sauver les masses malgré elles. Une fois au pouvoir, comme à Cuba, le guérilliste se transforme rapide-

ment dans la tendance spartaciste, nous dirions : « La défense de Cuba et de l'Union soviétique commence en Amérique centrale ! » Mais les anciens guérillistes de gauche au pouvoir à Cuba et au Nicaragua opéraient dans le cadre étroit du nationalisme, et sacrifiaient les révolutions dans les autres pays pour maintenir leurs propres positions. Les sandinistes ont refusé d'envoyer des armes aux Salvadoriens. Et Castro, qui cherchait une « coexistence pacifique » avec les Etats-Unis, a conseillé d'éviter un « autre Cuba » en Amérique centrale. Et ce n'était pas juste le Fidel « vieux et fatigué », forcé par les circonstances, qui mettait en avant la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme américain. Dans un discours prononcé en 1964 aux Nations Unies, Che Guevara appelait lui aussi à « la coexistence pacifique entre Etats aux systèmes économiques et sociaux différents ». Depuis l'époque de Staline, cela a toujours voulu dire sacrifier d'autres révolutions pour ses intérêts nationaux étroits.

Karl Marx faisait remarquer il y a plus d'un siècle, et ceci est l'autre composante de la théorie de la révolution permanente de Trotsky, que sans une économie socialisée étendue internationalement aux nations industrialisées avancées, un Etat

MEETINGS-DEBATS de la LTF-Jeunesse spartaciste

La Chine à un tournant : Révolution politique prolétarienne ou esclavage capitaliste ?

Paris
24 octobre à 20h00
salle LSC, 69 ter, rue de la Chapelle, 75018 Paris
M° Porte de la Chapelle

Rouen
31 octobre à 20h00
à la Halle aux toiles

La lutte de guérilla : Le réformisme avec des fusils

Paris
21 novembre à 20h00
salle LSC, 69 ter, rue de la Chapelle, 75018 Paris
M° Porte de la Chapelle

Rouen
28 novembre à 20h00
à la Halle aux toiles

UPS...

Suite de la page 3

ont, eux, apporté un vrai soutien en respectant les piquets de grève, et les Teamsters ont intérêt à faire la même chose si les pilotes se mettent en grève.

Carey, Sweeney et le reste de la respectabilité syndicale sont maintenant en train de remercier le président Démocrate Clinton parce qu'il n'a pas utilisé la législation de brisage de grèves! Les cheminots d'Amtrak [la société des chemins de fer nationalisés], à qui Clinton a refusé le droit de faire grève avant même l'expiration de leur *contract* [convention collective] ne sont sûrement pas de la même opinion. Et qu'en est-il des Teamsters eux-mêmes? L'encre de l'accord avec UPS était à peine sèche que le gouvernement ordonnait de nouvelles élections pour la direction des Teamsters. Le porte-parole de la « vieille garde » de l'IBT, James Hoffa Jr., est maintenant en train d'en appeler aux autorités fédérales, sous l'égide desquelles Carey lui-même a été mis en place, pour destituer le président actuel. Nous disons : gouvernement, bas les pattes devant les syndicats!

Les ennemis du mouvement ouvrier

La bureaucratie syndicale considère les officines de l'ennemi de classe comme des « alliés » – le gouvernement, les flics et les tribunaux. C'est cette collaboration de classes qui est à la base de la série de grèves brisées et de syndicats brisés qu'a subie le mouvement ouvrier organisé. Aux Etats-Unis, l'obstacle principal à une lutte de classe victorieuse contre les capitalistes est l'allégeance de la bureaucratie syndicale ainsi que d'une majorité de la classe ouvrière elle-même au Parti Démocrate. Pour les ouvriers américains, ce soutien au Parti Démocrate reflète l'absence d'une conscience de classe élémentaire. Le Parti Démocrate que la bureaucratie ouvrière présente comme un « moindre mal », est tout autant que les Républicains un parti capitaliste qui ne peut pas servir les intérêts des ouvriers.

Les Etats-Unis sont le seul pays industriel au monde où les ouvriers n'ont pas eu historiquement leur propre parti politique indépendant, qui refléterait d'une certaine façon, même sur une base réformatrice, le conflit d'intérêts entre le travail et le capital. Cependant, les partis ouvriers sociaux-démocrates qui existent dans les autres pays sont basés sur l'illusion que le moyen de faire avancer la cause des travailleurs est le processus électoral. L'histoire a montré que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de l'appareil existant de l'Etat capitaliste; au contraire, cet Etat doit être écrasé et remplacé par un Etat au service du prolétariat.

Un parti ouvrier authentique doit être basé sur la compréhension que c'est seulement par leur mobilisation de masse dans la lutte que les ouvriers peuvent lutter pour leurs intérêts et en défense de tous les opprimés. Le meilleur parti ouvrier dans l'histoire a été le Parti bolchévique dirigé par V.I. Lénine et Léon Trotsky, qui a mené les ouvriers de Russie au pouvoir dans la révolution d'Octobre 1917, créant ainsi le premier Etat ouvrier de l'histoire. La Spartacist League se bat pour construire un tel parti, forgé dans une lutte politique impitoyable contre les dirigeants ouvriers procapitalistes traîtres, et basé sur la compréhension marxiste que le système capitaliste de profit doit être anéanti et remplacé par le pouvoir ouvrier.

C'est cette compréhension révolutionnaire de la lutte de classe qui a imprégné les batailles de classe dans les rues de Minneapolis en 1934, batailles qui ont forgé les Teamsters en tant que puissant syndicat industriel. Ces grèves, qui ont paralysé la ville à deux reprises, étaient dirigées par des « rouges », des militants trotskystes. En évoquant « les grandes grèves de Minneapolis », James P.

Cannon, un dirigeant fondateur du trotskysme américain, a souligné le programme politique qui était à la base de ces victoires : « Il faut une direction politique à toutes les grèves modernes. Les grèves de cette période amenaient le gouvernement, ses agences et ses institutions au centre même de chaque situation. Un dirigeant de grève qui n'avait pas une certaine conception d'une ligne politique était déjà bien démodé en 1934. Le mouvement syndical de la vieille école, qui traitait avec les patrons sans interférence gouvernementale, est bon pour le musée. Le mouvement ouvrier moderne doit être dirigé politiquement parce qu'il est confronté au gouvernement à tout moment. Les nôtres étaient préparés pour ça puisqu'ils étaient politiques et inspirés par des conceptions politiques. La politique de lutte de classe guidait nos camarades. Ils ne pouvaient pas se faire leurrer ou se faire manœuvrer, comme tant de dirigeants de grèves de cette période l'ont été, par ce mécanisme de sabotage et de destruction connu sous le nom de *National Labor Board* [commission de conciliation] et tous ses offices auxiliaires. Ils n'avaient aucune confiance dans le *Labor Board* de Roosevelt. Ils ne pouvaient pas se faire leurrer par l'idée que Roosevelt, ce président libéral "ami des travailleurs", allait aider les camionneurs de Minneapolis à obtenir quelques cents de plus par heure. Ils n'avaient pas non plus d'illusions dans le fait qu'il y avait à cette époque dans le Minnesota un gouverneur du *Farmer Labor Party* [Parti ouvrier fermier] censé être du côté des travailleurs.

« Les nôtres ne croyaient à personne et à rien d'autre qu'en la politique de lutte de classe et la capacité des ouvriers de gagner par la force de leur masse et leur solidarité. En conséquence, ils s'attendaient dès le début à ce que le syndicat ait à se battre pour son droit d'exister, que les patrons ne céderaient pas sur la reconnaissance du syndicat, sur les augmentations de salaires ou sur la réduction des horaires scandaleux sans qu'on ait à faire pas mal de pressions sur eux. Et ils ont donc tout préparé du point de vue de guerre de classe. Ils savaient que c'est la puissance et non la diplomatie qui réglerait la question. Le bluff ne marche pas pour les choses

certaines complètement corrompues. Mais ce n'est pas pour ça que le gouvernement s'en est pris aux Teamsters. L'objectif de la police fédérale était de briser la capacité des Teamsters, potentiellement l'un des syndicats les plus puissants d'Amérique, à paralyser le pays. La guerre des dirigeants capitalistes contre les Teamsters date de la vendetta lancée par le Démocrate Bobby Kennedy dans les années 1950, quand l'IBT, sous la direction de Jimmy Hoffa, avait lancé une campagne pour un *contract* national du transport routier. Que Carey et ceux qui le soutiennent aient livré le syndicat aux mains de l'Etat capitaliste est sans doute la pire corruption que l'on puisse imaginer. Et c'est totalement contraire au but de la démocratie syndicale – la lutte des travailleurs pour sélectionner une direction qui luttera pour leurs intérêts de classe contre les employeurs et leur Etat.

Dans le capitalisme moderne, les syndicats sont confrontés à un adversaire de classe hautement centralisé. Le gouvernement est simplement le comité exécutif de la classe capitaliste tout entière. L'Etat capitaliste est l'ennemi de la classe ouvrière, il est organisé à la fois pour l'empêcher de lutter pour ses propres intérêts et pour empêcher les ouvriers, au bout du compte, de renverser le système de la propriété privée et de prendre eux-mêmes le pouvoir. C'est pourquoi le seul intérêt que le gouvernement ait par rapport aux syndicats, c'est de les affaiblir et de réduire leur capacité de lutte. En soutenant le pouvoir de classe capitaliste, la direction de l'AFL-CIO contribue à transformer les syndicats, qui sont des instruments de lutte des ouvriers, en une extension du pouvoir d'Etat capitaliste pour encadrer et modérer les luttes des ouvriers.

C'est l'ABC pour des marxistes. Pourtant l'élection, parrainée par le gouvernement, de Carey au poste de président des Teamsters a été saluée par une multitude de groupes qui se proclament « socialistes ». Au premier rang de ceux-ci figure l'International Socialist Organisation [ISO – dont Socialisme international était l'organisation-sœur en France]. Dans un supplément spécial de son journal *Socialist Worker* sur la grève

un tour de passe-passe cynique. Son supplément sur la grève cite une déclaration de Pete Camarata, dirigeant de la TDU et sympathisant connu de l'ISO : « La TDU était opposée au contrôle des syndicats par le gouvernement. » Cependant, juste après, l'ISO chantait les louanges de la commission « indépendante » du gouvernement qui a supervisé les élections des Teamsters, en expliquant qu'elle aurait assuré « le premier vote démocratique qu'on ait vu ». En tant que quintessence de la social-démocratie, l'ISO voit l'Etat capitaliste comme un instrument « neutre envers les classes » sur lequel on peut faire pression pour qu'il serve les intérêts des travailleurs. Dans la même veine, l'ISO voit les « grèves » des gardiens de prison comme une preuve de combativité ouvrière. Là aussi, l'ISO est fidèle aux dirigeants de l'IBT, qui « organisent » des flics dans le syndicat.

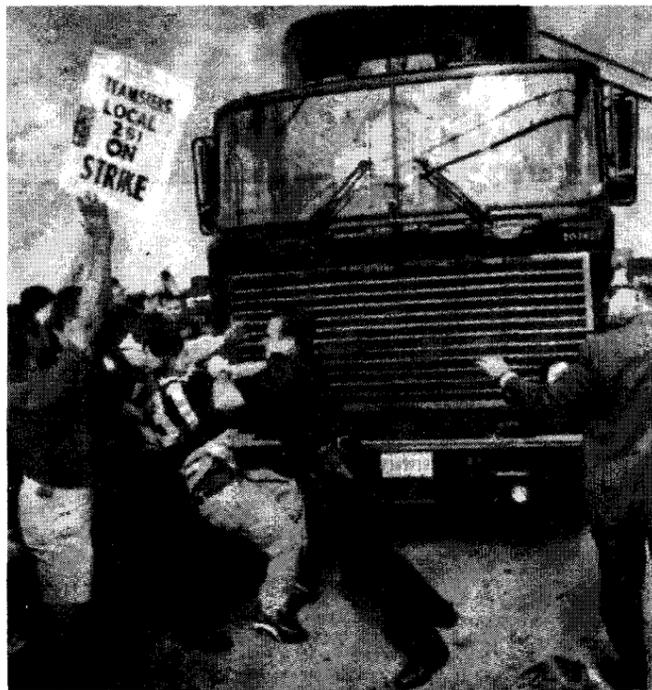
C'est obscène! Les flics ne sont pas des ouvriers, ils sont le bras armé de la classe capitaliste. Leur boulot est de « servir et protéger » la propriété et le pouvoir des patrons qui vivent de l'exploitation du travail. Les Teamsters ne doivent savoir que trop bien quel rôle joue la police. Pendant la grève nationale du fret en 1994, les flics ont matraqué et arrêté des grévistes qui essayaient de stopper les jaunes. Jesse Acuna, un camionneur latino-américain de Los Angeles, vient juste d'être libéré de prison où il avait été jeté pour avoir défendu un piquet de grève des Teamsters. De nombreux travailleurs d'UPS ont aussi été arrêtés durant la récente grève. **Levée de toutes les inculpations!**

La police, les gardiens de prison, les vigiles et les légions d'officines « privées » de briseurs de grèves sont la plus grande « industrie en croissance » en Amérique. Cette croissance des forces de répression est destinée à étouffer toute protestation contre l'exploitation et l'oppression de plus en plus brutales de ceux qui sont au bas de l'échelle dans ce système. Mais pour les bureaucrates syndicaux, organiser les flics et les matons est un moyen d'augmenter une base de cotisations en baisse.

Les lieutenants ouvriers du capital

Les traîtres à leur classe qui dirigent actuellement les syndicats se sont séparés de leur base ouvrière il y a longtemps. Pour reprendre la formule du dirigeant socialiste américain pionnier, Daniel De Leon, les pontes syndicaux jouent le rôle de « lieutenants ouvriers de la classe capitaliste ». Les liens entre les bureaucrates et l'ordre capitaliste sont tellement forts qu'ils ont renoncé aux moyens mêmes par lesquels les syndicats ont été construits. Ces syndicats ont été bâtis en opposition aux flics et aux tribunaux des patrons. A cette époque les dirigeants allaient en prison et mourraient pour la cause syndicale. Maintenant, les directions syndicales appellent à des piquets de grève d'« information », à des boycotts de consommateurs impuissants, à des « protestations » morales devant les réunions d'actionnaires, à ... n'importe quoi, mis à part la lutte de classe impitoyable qui est nécessaire pour gagner même dans les batailles défensives.

Les grèves de Minneapolis ont été gagnées en mobilisant toutes les armes du mouvement ouvrier, qui résident dans sa force collective. Les piquets de grève étaient organisés à une échelle de masse pour empêcher les jaunes de rentrer. Des voitures chargées de piquets volants étaient envoyées pour délivrer un message clair aux conducteurs des camions jaunes : le piquet de grève, ça veut dire on ne passe pas. Une utilisation efficace était faite du « boycott secondaire », quand les camionneurs syndiqués refusaient de toucher aux cargaisons chargées par les jaunes. Par deux fois, la puissance organisée du mouvement ouvrier a totalement paralysé Minneapolis dans une grève générale. Ces batailles annonçaient



Le piquet de grève UPS de Rhode Island attaqué par les flics. Ces bandes armées des dirigeants capitalistes racistes n'ont rien à faire dans les syndicats!

fondamentales, seulement [dans les choses] fortuites. Dans des choses comme les conflits d'intérêts de classe, il faut être prêt à se battre » (James P. Cannon, *The History of American Trotskyism* [L'histoire du trotskysme américain], 1944; extraits traduits dans « 1934-Minneapolis, une grève victorieuse », *Le Bolchévik* n° 70, février 1987).

Aujourd'hui, le syndicat des Teamsters est dirigé par Carey et ses « réformateurs », qui sont arrivés au pouvoir grâce à l'intervention de l'Etat capitaliste. En appelant la police fédérale à « nettoyer » le syndicat de la corruption, cette trahison a été travestie en victoire de la « démocratie » pour la base du syndicat.

La direction de la « vieille garde » était

d'UPS (juin-juillet 1997), l'ISO s'enthousiasmait : « L'élection du président général des Teamsters Ron Carey en 1991 et sa réélection en 1996 sont des victoires pour tous ceux qui voulaient un mouvement ouvrier plus démocratique et combatif. » En fait, l'ISO soutient activement « Teamsters for a Democratic Union » (TDU), la fraction qui a propulsé Carey à la présidence. En 1987, la TDU a littéralement écrit – et envoyé au ministère de la justice – le projet du plan du gouvernement pour « réorganiser » le syndicat.

En reconnaissant implicitement l'hostilité à l'intervention du gouvernement largement répandue dans les rangs des Teamsters, l'ISO essaie de se couvrir avec

les occupations d'usines des grandes campagnes de syndicalisation du CIO, plus tard dans les années 1930.

Mais ce n'était pas seulement les tactiques combattives et « illégales » des piquets de masse et des grèves sur le tas qui ont construit les syndicats. Les trotskystes qui dirigeaient les grèves de Minneapolis avaient organisé les ouvrières et les femmes de grévistes pour prendre part à la bataille de classe. Ils avaient organisé les chômeurs et les avaient entraînés dans la grève en luttant pour leurs droits. Plus tard, les campagnes de syndicalisation dans l'automobile, la sidérurgie, les abattoirs et d'autres industries brisèrent le système Jim Crow [de ségrégation raciste] traditionnel quand les Noirs rejoignirent les rangs des syndicats industriels nouvellement organisés. Le résultat, durant cette période, est que les masses des ghettos noirs s'identifiaient au mouvement ouvrier.

Mais les réformistes – les sociaux-démocrates et le Parti communiste stalinien – canalisèrent les batailles de classe turbulentes des années 1930 vers le soutien au Parti Démocrate de Franklin D. Roosevelt et à sa coalition du « New Deal », qui comprenait les « Dixiecrates » ségrégationnistes endurcis du Sud profond. Cette coalition visait à coopter les syndicats à travers une série de commissions d'arbitrage gouvernementales et, plus largement, à acheter la « paix des classes ». Pendant la Deuxième Guerre mondiale, les dirigeants ouvriers traîtres ont aidé à enrôler les travailleurs dans la boucherie interimpérialiste. Pour leur opposition à la guerre impérialiste, 18 dirigeants trotskystes, dont des militants Teamsters de Minneapolis, furent persécutés et emprisonnés pour trahison en vertu du Smith Act. La bureaucratie de l'IBT aida et encouragea le gouvernement, et envoya Jimmy Hoffa à Minneapolis pour purger les trotskystes du syndicat.

L'arrestation des « 18 de Minneapolis », scandaleusement soutenue par le Parti communiste pro-Roosevelt, préfigurait les purges de Guerre froide de la fin des années 1940 et du début des années 1950. Après les cinq années « sans grève » imposées par la bureaucratie ouvrière pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'année 1946 vit la plus grande vague de grèves de l'histoire du pays. L'année suivante, était adopté le Taft-Hartley Act, une loi antisyndicale. La purge qui fut alors lancée ne détruisit pas seulement des syndicats entiers, mais décapita le mouvement ouvrier en excluant systématiquement environ 25 000 syndicalistes parmi les plus combattifs, dont les communistes et les socialistes qui avaient été des dirigeants de premier plan et des protagonistes actifs des campagnes de syndicalisation du CIO.

La « purge anti-rouges » jeta les bases pour la fusion de la fédération corporatiste AFL avec le CIO en 1955. Le premier président de l'AFL-CIO, George Meany, se vantait de n'avoir jamais participé à un piquet de grève. Ainsi fut créée la direction anticommuniste de l'après-guerre, qui a présidé au déclin constant du pouvoir syndical, au point où environ 10 % seulement des ouvriers de l'industrie sont maintenant syndiqués.

Meany et ses successeurs étaient parmi les défenseurs les plus farouches des intérêts de l'impérialisme américain dans le monde entier, de la Guerre froide contre l'Union soviétique jusqu'à la sale guerre de Washington contre les ouvriers et les paysans vietnamiens. Alors qu'ils apportaient leur soutien aux aventures militaires contre les peuples du « tiers monde », aux Etats-Unis, les dirigeants ouvriers traîtres dénonçaient avec virulence le Black Panther Party et toutes les luttes combattives contre le statu quo raciste.

Comme l'a écrit Trotsky en 1940 à l'époque du « New Deal », le capitalisme monopoliste moderne exige de la bureaucratie ouvrière réformatrice « qu'elle soit

transformée en sa police politique aux yeux de la classe ouvrière ». A la suite des luttes de masse sans précédent qui ont construit le CIO, le gouvernement commença à mettre en place une série de restrictions légales pour limiter le pouvoir de la classe ouvrière. Depuis lors, la tendance des syndicats, à travers leur direction réformatrice, a été de collaborer toujours plus étroitement avec le gouvernement capitaliste lui-même. Insistant sur l'importance décisive de la revendication d'« indépendance complète et inconditionnelle des syndicats par rapport à l'Etat capitaliste », Trotsky écrivait : « Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la



La Spartacist League/US a été à l'initiative d'une mobilisation ouvrière/noire de 5 000 personnes qui a arrêté le KKK à Washington, en novembre 1982.

révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat.»

Mobilisons le mouvement ouvrier et ses alliés !

On peut voir les fruits du racisme, de l'anticommunisme et de la collaboration de classes de la bureaucratie ouvrière avec le déclin catastrophique des adhésions syndicales et des salaires et la paupérisation croissante des masses des ghettos. Les directions syndicales ont accepté un système des salaires avec plusieurs catégories de contrats et le développement massif du travail à temps partiel. De tels systèmes dressent les uns contre les autres les différentes couches de travailleurs et facilitent l'exploitation des Noirs, des immigrés et des jeunes ouvriers tout en rendant les ouvriers plus âgés, principalement blancs, plus menacés par leur remplacement pur et simple. Alors que des millions de Noirs et d'immigrés sont condamnés à la faim, à la maladie et la mort par la destruction des programmes d'aide sociale, les pontes de l'AFL-CIO n'ont pas levé le petit doigt pour protester. Maintenant, des milliers d'emplois, auparavant syndiqués, sont occupés par les programmes esclavagistes des « emplois d'intérêt général ».

Assez ! La situation réclame à cor et à cris une vraie campagne pour syndiquer les non-syndiqués. Non pas les misérables et timides tentatives des bureaucrates d'organiser, pour alimenter leur base de cotisations, des syndicats séparés dans les « emplois d'intérêt général » qui deviendraient des ghettos à bas salaires, mais un combat lutte de classe pour un salaire au tarif syndical, une couverture sociale et un contrat de travail pour tous ! A bas les contrats de travail au rabais ! A travail égal, salaire égal ! Luttons contre le chômage en nous battant pour une réduction du temps hebdomadaire sans perte de salaire !

Réaliser même le droit le plus fondamental – à un emploi avec un salaire décent – conduit directement à remettre en cause le système du profit capitaliste. Dans le Programme de Transition de 1938 – un système de revendications liant

les besoins urgents des ouvriers à la lutte pour le pouvoir d'Etat prolétarien – Trotsky notait, au milieu des ravages de la grande dépression : « Il s'agit de préserver le prolétariat de la déchéance, de la démoralisation et de la ruine. Il s'agit de la vie et de la mort de la seule classe créatrice et progressive et, par la même de l'avenir de l'humanité. Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse ! »

Beaucoup de dirigeants traîtres de l'AFL-CIO soutiennent ouvertement les lois racistes anti-immigrés au nom de la défense des ouvriers américains contre l'afflux de la « main-d'œuvre à bon marché ». Mais la politique traître des bureaucrates a créé un immense réservoir

loyauté des bureaucrates envers les Démocrates les a rendus incapables de syndiquer le Sud, ce qui aurait exigé une lutte contre la structure du pouvoir blanc et sa législation « Jim Crow », qui était dirigée par les Dixiecrates et leurs auxiliaires du Ku Klux Klan.

Nous avons ici une confirmation éclatante, par la négative, de la compréhension qu'il ne peut y avoir de défense efficace contre les attaques antisyndicales si le mouvement ouvrier ne devient pas le champion des droits des Noirs. La croix brûlée il y a quelques années par la direction d'une usine en Alabama pour « décourager » les ouvriers d'adhérer à un syndicat témoigne du besoin crucial d'actions ouvrières racialement intégrées contre la terreur raciste pour en finir avec l'absence de syndicats dans le Sud.

La Spartacist League a été à l'initiative de mobilisations centrées sur la classe ouvrière, qui ont mis la puissance sociale des ouvriers noirs et blancs à la tête de mobilisations de toutes les victimes potentielles de la terreur du Ku Klux Klan et qui ont réussi à stopper les fascistes dans bon nombre de villes. Dans ces mobilisations, on pouvait voir la puissante combinaison des Noirs et des rouges : la classe ouvrière unie pour sa propre défense et pour la défense de tous les opprimés, sous une direction communiste. A l'époque de la Guerre civile [la Guerre de Sécession], Karl Marx avait saisi la vérité fondamentale de la société américaine quand il déclarait que « la classe ouvrière ne peut pas s'émanciper dans sa peau blanche quand elle est stigmatisée dans sa peau noire ». Les droits syndicaux et les droits des Noirs avanceront ensemble ou reculeront séparément.

L'assujettissement et la ségrégation forcées de la majorité de la population noire au bas de cette société est un fondement essentiel du capitalisme américain. En même temps, les dirigeants capitalistes ont fomenté la haine raciale et ont fait de la barrière de couleur la ligne de division fondamentale dans ce pays dans le but de masquer la division de classe irréconciliable entre le travail et le capital. Utilisés jadis comme « armée industrielle de réserve » pour être employés quand les patrons en avaient besoin, les pauvres des ghettos ont maintenant été mis au rebut par une classe dirigeante qui n'a plus besoin de leur force de travail. Mais les ouvriers noirs constituent toujours une composante significative du mouvement ouvrier organisé, intégrée dans des secteurs stratégiques du prolétariat entre les mains duquel réside le pouvoir de briser les chaînes de l'exploitation capitaliste et de l'oppression raciste. Comme nous l'avons écrit dans une de nos brochures « Les dirigeants capitalistes mènent une guerre contre les Noirs et les immigrés » (*Black History and the Class Struggle* n° 14, janvier 1997) : « La voie vers la libération des Noirs réside dans la lutte pour briser ce système capitaliste raciste par une révolution. »

Suite page 14

Spartacist

(Edition française)

N° 30
Printemps 1997
(64 pages)
10 francs

Spartacist est inclus dans l'abonnement au Bolchévik

Le dernier Spartacist édition française est la toute première publication en français d'une sélection de documents cruciaux du dirigeant trotskyste américain James P. Cannon, centrés sur le combat pour construire un parti révolutionnaire prolétarien.

Ecrire au Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

SPARTACIST

NUMERO 30 EDITION FRANÇAISE PRINTEMPS 1997

Textes choisis de James P. Cannon

La lutte pour un parti révolutionnaire



Syndicalistes et révolutionnaires

ALGERIE 104 BELGIQUE 80 FR CANADA 11 FRANCE 1997 MAROC 104 TUNISIE 300 USA 100 100

UPS...

Suite de la page 13

tion socialiste prolétarienne, et c'est la classe ouvrière multiraciale qui a le pouvoir de le faire. Mais ce pouvoir ne peut et ne sera effectif que quand un mouvement ouvrier lutte de classe soutiendra activement la cause de la libération des Noirs, et sera mobilisé en défense des droits des immigrés et de tous les opprimés. La clé pour déverrouiller les chaînes forgées par les dirigeants syndicaux traîtres, qui lient la classe ouvrière à ses exploiters, c'est la lutte politique pour construire une direction révolutionnaire internationaliste de la classe ouvrière.»

La lutte de la classe ouvrière est internationale – Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Les dirigeants syndicaux voient le monde à travers le même prisme que les capitalistes et leur gouvernement. En se plaignant que les ouvriers des autres pays «volent» les emplois américains, les bureaucrates syndicaux lient les intérêts de la classe ouvrière aux Etats-Unis au maintien de la compétitivité de l'impérialisme américain. Carey et les autres pontes de l'AFL-CIO essaient maintenant de brandir la grève d'UPS pour mobiliser les ouvriers contre toute extension de l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA).

La classe ouvrière doit être mobilisée contre l'ALENA – mais pas sur la base du chauvinisme de la «bannière étoilée» et du protectionnisme corporatiste raciste exprimé par les récentes déclarations de l'IBT contre les camionneurs mexicains. Nous nous opposons à l'ALENA en tant que viol «libre-échangiste» du Mexique, en vertu duquel la bourgeoisie américaine augmente ses profits et son pouvoir par la surexploitation des ouvriers mexicains. Il doit y avoir une campagne pour syndiquer les ouvriers des *maquiladoras* qui sont propriété américaine dans le nord du Mexique. Ceci serait puissamment aidé par exemple, par des grèves de solidarité des employés syndiqués de ces mêmes sociétés aux Etats-Unis.

Le protectionnisme de l'AFL-CIO, particulièrement contre le Japon, fait partie intégrante de l'embarquement des ouvriers américains derrière «leur» bourgeoisie, face à l'exacerbation des rivalités interimpérialistes. C'est dangereux. Les guerres commerciales mènent à des guerres tout court, comme cela a été démontré dans les deux conflits impérialistes mondiaux de ce siècle. De façon plus immédiate, le racisme contre le «péril jaune» a beaucoup contribué à dévoyer la lutte de classe. On a vu ça clairement avec la défaite de la grève contre Bridgestone-Firestone dans la «zone de guerre» au centre de l'Illinois il y a quelques années, quand au lieu d'organiser des piquets de grève de masse, la bureaucratie syndicale a lancé des appels au gouvernement contre les propriétaires japonais de la société.

La grève contre UPS, dont près de la

moitié des employés sont à l'extérieur des Etats-Unis, a souligné le fait que la lutte de la classe ouvrière doit être internationale. Les syndicats du transport en Europe avaient prévu des manifestations de solidarité, et les ouvriers philippins ont organisé une manifestation ouvrière contre UPS à Manille. Le mot d'ordre des travailleurs ne doit pas être le piège mortel de la défense des «emplois américains» contre la concurrence étrangère, mais celui que Karl Marx a inscrit dans le *Manifeste du Parti communiste* il y a 150 ans : «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !»

Pour un gouvernement ouvrier qui exproprie la bourgeoisie !

Un éditorial du *New York Times* (17 août) intitulé «Un tournant pour le mouvement ouvrier ?» affirmait : «Parfois les grèves prennent une signification qui va au-delà de l'entreprise et du syndicat directement concernés par le conflit. L'issue de telles grèves peut définir le rapport de force entre ouvriers et direction dans la société



Février 1995: grévistes de RCA Thomson de la «maquiladora» de Ciudad Juárez, au Mexique. Au protectionnisme raciste avancé par les dirigeants traîtres de l'AFL-CIO nous opposons la solidarité ouvrière internationale dans la lutte.

entière.» Du côté négatif de ce bilan, l'auteur mentionnait la destruction du syndicat des aiguilleurs du ciel, PATCO, par le gouvernement Reagan en 1981. L'ensemble des adhérents du syndicat ont été licenciés, et les dirigeants de PATCO conduits en prison, menottes aux poignets.

Aujourd'hui, il est courant de lire que l'écrasement de PATCO a ouvert la voie à l'offensive tous azimuts contre les syndicats, alors que les riches sont devenus plus riches et les pauvres plus pauvres. Mais à l'époque, les dirigeants syndicaux traîtres n'ont rien fait pour défendre PATCO. La Spartacist League disait : «Ouvriers : bloquez les aéroports !» Les mécaniciens et les Teamsters avaient le pouvoir de paralyser le pays – la direction syndicale devait juste lancer l'appel à l'action, la base était prête. Au lieu de cela, les traîtres du mouvement syndical ont caché leur refus de se battre derrière des rassemblements impuissants et des appels au boycott par les consommateurs.

Aujourd'hui, la rapacité de la bourgeoisie impérialiste a été aiguësée par la destruction contre-révolutionnaire de

l'Union soviétique. Le premier Etat ouvrier du monde, né de la révolution d'Octobre dirigée par les Bolchéviks et bâti sur les fondements d'une économie collectivisée et planifiée de façon centralisée, était un énorme pas en avant pour l'humanité. Ces acquis ont été minés par la bureaucratie stalinienne qui a usurpé le pouvoir politique de la classe ouvrière au début des années 1920. Comme les bureaucrates ouvriers dans ce pays, les stalinien ont bradé les acquis ouvriers pour se concilier les dirigeants impérialistes, pavant au bout du compte la voie à la destruction complète de l'Etat ouvrier soviétique bureaucratiquement dégénéré. La contre-révolution capitaliste a signifié une offensive terrible contre les conditions de vie des travailleurs dans l'ex-Union soviétique, conduisant à des massacres nationalistes et à une paupérisation massive. Elle a aussi signifié une intensification des attaques contre les travailleurs au niveau international, car les principales puissances impérialistes – les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne – cherchent à réduire les salaires et à



Février 1995: grévistes de RCA Thomson de la «maquiladora» de Ciudad Juárez, au Mexique. Au protectionnisme raciste avancé par les dirigeants traîtres de l'AFL-CIO nous opposons la solidarité ouvrière internationale dans la lutte.

sabrer dans les acquis sociaux pour augmenter leur compétitivité.

Il y a deux voies possibles pour la classe ouvrière. Il y a d'une part la stratégie révolutionnaire que nous, marxistes, proposons. Dans le cours d'une lutte de classe acharnée, et grâce à un parti révolutionnaire qui éduque patiemment la classe ouvrière pour qu'elle prenne conscience non seulement de sa puissance sociale mais aussi de ses intérêts historiques, les ouvriers deviendront conscients de leur puissance en tant que classe luttant pour elle-même, pour tous les opprimés contre la classe capitaliste tout entière et son gouvernement. Et il y a d'autre part la continuation de l'acceptation par les bureaucrates de ce qui est possible et «pratique» sous le capitalisme, qui depuis vingt ans et plus a conduit au désastre. En dépit de leurs prétentions «socialistes», ce deuxième point de vue est largement partagé par les groupes réformistes comme l'ISO.

Au mieux, ce que l'ISO a proposé durant la grève d'UPS était simplement une lutte syndicale plus «combative», et encore. Ils étaient parmi ceux qui criaient

le plus fort «Honte» avec les bureaucrates face aux camions jaunes qui, quelques minutes plus tard, étaient autorisés à traverser le piquet de grève. Leurs revendications dans la grève étaient de rajouter simplement quelques dollars et quelques emplois à ce à quoi appelait la bureaucratie des Teamsters, en omettant soigneusement toute revendication qui touche à la nécessité cruciale pour le syndicat de lutter contre le harcèlement et les discriminations racistes. Dans la mesure où l'ISO prétendait offrir une «alternative» à la direction de Carey, c'était pour appeler à construire un mouvement «à la base» simplement pour faire pression sur les bureaucrates.

Mais ayant soutenu l'élection de Carey, qui a été mis en place par l'intervention de l'Etat capitaliste, quelle alternative pouvait offrir l'ISO à la collaboration de classes des bureaucrates ouvriers ? Plutôt que de s'atteler à la tâche désespérément nécessaire de lutter pour apporter la conscience révolutionnaire à la classe ouvrière, l'ISO renforce l'emprise des dirigeants ouvriers traîtres qui maintiennent la classe ouvrière piégée dans le cadre de l'exploitation capitaliste.

La mobilisation du prolétariat pour ses propres intérêts nécessite une lutte politique contre les directions ouvrières procapitalistes. Cela est intégralement lié à la lutte pour un parti ouvrier basé sur le programme de la lutte de classe, un parti dont le but n'est pas de servir de rabatteurs électoraux pour les Démocrates – comme le «Parti des travailleurs» bidon de Tony Mazzocchi de la Oil, Chemical and Atomic Workers [syndicat du pétrole, de la chimie et de l'atome] – mais de donner une direction révolutionnaire aux luttes ouvrières, dans le cadre du combat pour un gouvernement ouvrier qui expropriera la bourgeoisie et construira une société socialiste égalitaire.

Quand ceux qui travaillent gouverneront, les immenses richesses de cette société seront utilisées pour assurer une vie décente aux travailleurs, aux pauvres, aux Noirs, aux immigrés, aux jeunes et aux personnes âgées. La lutte pour la libération des Noirs sera réalisée par le renversement du pouvoir du capital américain. Quand les travailleurs mettront la main sur la richesse industrielle qui est maintenant extorquée à la classe ouvrière au profit des patrons, nous commencerons à construire une économie socialiste planifiée à une échelle internationale. On pourra alors réparer quelques crimes historiques et rembourser quelques dettes, comme quelques dizaines de milliards de dollars dus aux Vietnamiens et à d'autres dont les pays ont été mutilés par les chenilles des chars et les bombes des avions américains. Et comme «compensation» pour les gens qui ont rempli leurs poches avec de gros profits tout en poussant tous les autres à la ruine, le prolétariat victorieux peut offrir à ceux d'entre eux qui ne se mettront pas sur son chemin le droit égal à un travail honnête, et ils pourront voir leurs petits-enfants s'épanouir dans une société véritablement humaine.

– Traduit de Workers Vanguard n° 673

Il faut rompre...

Suite de la page 2

classe ouvrière. Elles concernent essentiellement ceux qui ont encore un travail, et n'abordent pas la question de ceux qui, comme les jeunes de la deuxième génération, subissent des taux de chômage avoisinant les 50%. La demande d'embauche dans les services publics est faite sans revendiquer (ce que nous avons mis en avant en décembre 1995) que le premier article du statut des fonctionnaires soit abrogé (cet article, raciste, demande d'être Français pour être fonctionnaire !) La «répartition du travail entre tous» doit être liée avec les revendications pour les «Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés», l'«arrêt des expulsions», l'«égalité entre les hommes et les femmes», etc.

VdT parle de l'«urgence de la situation» et de la possibilité d'explosion de la classe ouvrière, et propose une astuce organisationnelle maintes fois expérimentée dans le passé, avec des conséquences toujours désastreuses pour la classe ouvrière : construire un parti rassemblant tous les «révolutionnaires», un pôle révolutionnaire. La première étape serait la publication d'un journal où les différentes organisations se réclamant de «la défense des intérêts de la classe ouvrière» pourraient s'exprimer.

Pour un parti révolutionnaire tribun du peuple !

A l'opposé de ce genre de «regroupement» informe et amorphe, Lénine et Trotsky avaient construit la Troisième Internationale sur la base des 21 condi-

tions pour pouvoir faire le tri entre les réformistes et les révolutionnaires. Dans cette tradition, Trotsky, après la destruction de la Troisième Internationale, avait construit la Quatrième Internationale en menant une bataille programmatique intransigeante contre les réformistes et les centristes, luttant implacablement contre toutes les organisations qui, par leur politique, ramenaient la classe ouvrière derrière ses directions procapitalistes traîtres. Alors que la Quatrième Internationale a été détruite après la Seconde Guerre mondiale par le révisionnisme pabliste, qui prôna l'entrisme et la liquidation dans les PC pour faire pression sur les stalinien et les pousser à gauche, c'est ce combat de Trotsky que nous continuons.

La LTF et les sections de la Ligue communiste internationale sont l'incarna-

tion du programme révolutionnaire dont la classe ouvrière a besoin. Nous intervenons avec notre programme, pour fournir une direction révolutionnaire, et construire un parti révolutionnaire pour renverser le système capitaliste en démasquant les charlatans réformistes et centristes. Nous représentons le noyau révolutionnaire trotskyste qui se consacre à la construction de ce parti : un parti léniniste, enraciné dans la classe ouvrière, tribun du peuple, capable d'unir les travailleurs «français» et «immigrés» dans une lutte commune contre leur ennemi commun, le capitalisme. Le rôle de ce parti est d'introduire dans la classe ouvrière la conscience de ses intérêts et de ses tâches historiques. Nous nous battons pour de nouvelles révolutions d'Octobre, dirigées par une Quatrième Internationale reforgée. ■

Israël...

Suite de la page 16

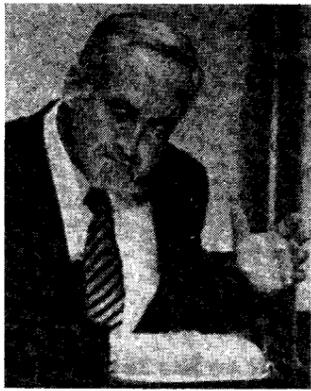
humilier et provoquer les masses palestiniennes, depuis le percement, l'année dernière, d'un tunnel sous un lieu saint musulman à Jérusalem et le massacre de sang froid de plus de 60 manifestants arabes, jusqu'à la décision, au printemps dernier, de construire de nouveaux logements juifs dans le quartier arabe de Jérusalem Est. L'année dernière, Israël a également annulé les « autorisations de séjour » à Jérusalem de plus d'un millier de Palestiniens qui y avaient habité toute leur vie. Les réquisitions de terre et les destructions au bulldozer de maisons et de commerces arabes se sont poursuivies à un rythme effréné. L'accord tant vanté qui plaçait la ville de Hébron en Cisjordanie sous statut d'« autonomie » palestinienne a donné 20 % de cette ville arabe de 100 000 habitants à plusieurs centaines de « colons » sionistes fanatiques armés jusqu'aux dents, et divisé le reste en deux ghettos palestiniens entourés de postes de contrôle militaires israéliens.

Ce genre de mesures vise à éliminer toute concentration de population arabe dans les frontières en perpétuelle expansion du « Grand Jérusalem », et à faire en sorte que l'Autorité palestinienne ne garde une souveraineté nominale que sur une poignée de cantons arabes isolés en Cisjordanie. C'était en fait le but des accords de « paix » de 1993 négociés par le précédent gouvernement israélien dirigé par les « travaillistes », parti totalement bourgeois, architecte des visées expansionnistes de l'Etat sioniste qui, en 1967, a mené la conquête des territoires occupés.

La poudrière du Proche-Orient

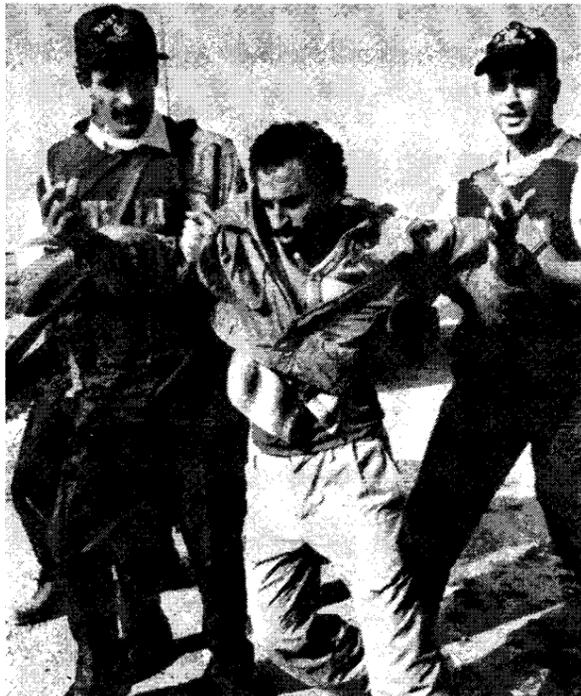
Érigé sur l'expulsion de centaines de milliers d'Arabes de leur domicile et de leur patrie – d'abord en 1947-48 et à nouveau en 1967 – et encerclé par des régimes arabes hostiles, Israël est depuis sa création un Etat-garnison fortement militarisé. Cela rend la société juive israélienne très sensible à tout ce qui peut ressembler à une défaite militaire face à des forces arabes. C'est ce qui explique le tintamarre autour de la mort d'une dizaine de membres d'une unité navale israélienne d'élite, la « Flottille 13 », lors d'un raid de commando au Liban début septembre.

La multiplication du nombre de tués en 15 ans d'occupation par Israël de sa « zone de sécurité » au sud-Liban a conduit, même des politiciens ultra-chauvins comme Ariel Sharon – qui a mené l'invasion du Liban en 1982 et qui a ordonné le massacre de centaines de Palestiniens



Photos AP

Le Premier Ministre de droite Netanyahu (ci-dessus) a multiplié les expropriations de terres et autres provocations contre les Palestiniens. Les flics israéliens expulsent des Bédouins pour laisser la place à de nouvelles colonies juives près de Jérusalem.



désarmés dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila – à appeler au retrait des forces sionistes de ce pays. Nous exigeons le départ des soldats et des « colons » israéliens du sud-Liban, du plateau du Golan et de Gaza et de Cisjordanie!

Le Proche-Orient a historiquement été une poudrière pour les conflits et les guerres impérialistes, et les provocations sionistes poussent toujours davantage dans cette direction. Il n'y aura pas de paix dans cette région volatile sous le régime capitaliste. L'existence même de l'Etat sioniste repose sur l'oppression nationale du peuple palestinien. Dans la Jordanie voisine, le royaume hachémite maintient sous sa coupe une population majoritairement palestinienne, tandis que des centaines de milliers de Palestiniens « apatrides » languissent depuis deux générations dans de misérables camps de réfugiés contrôlés par les bourgeoisies arabes.

La Ligue communiste internationale a toujours été le défenseur conséquent des droits du peuple palestinien. Mais contrairement à la pléthore de prétendues organisations « de gauche » qui se sont mises à la remorque du nationalisme palestinien petit-bourgeois pour finir par accepter la « Pax Americana » antipalestinienne, les trotskystes luttent pour une perspective prolétarienne de classe au Proche-Orient. Il est clair que les masses palestiniennes ne peuvent pas arracher leur liberté contre l'Etat sioniste par une confrontation militaire, et encore moins en s'en remettant aux « bons offices » de l'impérialisme américain. Et les bourgeoisies et les émirats féodaux arabes,

nonobstant le mythe d'une « révolution arabe » sans contenu de classe colporté par des groupes comme les pseudo-trotskystes du Secrétariat unifié dans les années 1960 et 1970, ne sont pas moins les ennemis du peuple palestinien – et de tous les travailleurs et opprimés de la région – que les assassins sionistes. Pour justifier leur suivisme derrière les bourgeoisies arabes et les nationalistes revanchistes, ces groupes « de gauche » ont tiré un trait d'égalité entre les masses de langue hébraïque et la classe dirigeante sioniste, et ont nié qu'un « peuple oppresseur » a des droits nationaux, appelant dans les faits à renverser les termes de l'oppression.

Comme Chypre, l'Irlande du Nord, Sri Lanka et l'ex-Yougoslavie – entre autres –, Israël/Palestine représentent une situation de peuples interpénétrés, c'est-à-dire dans laquelle deux ou plusieurs peuples revendiquent le même territoire. Dans de telles situations, sous le capitalisme – dans lequel le pouvoir d'Etat est nécessairement dominé par une seule nation –, le droit démocratique à l'autodétermination nationale ne peut être réalisé pour un peuple sans violer les droits nationaux de l'autre.

L'histoire récente des Balkans le confirme sans ambages, de façon tant positive que négative. Ce n'est qu'après une révolution sociale – bien que déformée dès l'origine sous la direction des stalinien de Tito – que les divers peuples slaves du sud ont pu coexister paisiblement. D'un autre côté, la contre-révolution capitaliste qui a détruit l'Etat ouvrier déformé yougoslave a été accompagnée par un carnage nationaliste per-

pétré par tous les camps en conflit, chaque peuple cherchant à consolider un Etat-Nation bourgeois homogène en chassant les autres de « son » territoire par des pogromes et des transferts forcés de populations.

Cela s'est vérifié non seulement s'agissant des Serbes, plus nombreux et militairement plus puissants, qui ont été particulièrement vilipendés par la presse occidentale, mais également des Croates et des Musulmans bosniaques. En fait, l'histoire de la Bosnie est une leçon de choses sur ce qui arrive lorsque les termes de l'oppression sont renversés. Ces dernières années, quand des territoires ont changé de mains, les chauvins parmi les Musulmans bosniaques, lorsqu'ils en ont eu l'occasion, n'ont pas été moins impitoyables quand il s'est agi de terroriser et d'expulser les Serbes bosniaques que les Serbes l'avaient été en chassant les Musulmans.

Au Proche-Orient, les revendications nationales conflictuelles des masses arabes palestiniennes et de celles de langue hébraïque ne peuvent être équitablement satisfaites qu'en balayant toutes les bourgeoisies de la région. Il faut faire exploser l'Etat sioniste de l'intérieur en arrachant les travailleurs de langue hébraïque à l'emprise du chauvinisme raciste, et en les gagnant à la cause de la révolution prolétarienne en alliance avec leurs frères et sœurs de classe arabes. Des décennies de terreur d'Etat sioniste et de nationalisme meurtrier dans tous les camps ont empoisonné les rapports entre les travailleurs arabes et ceux de langue hébraïque. Mais il existe une riche histoire d'unité de classe prolétarienne dans cette région, qui montre la voie.



Alfred/Sipa

L'Autorité palestinienne: un Etat policier au service du pouvoir sioniste.

Les partis communistes des premières années en Irak, en Egypte et dans d'autres pays arabes avaient comme particularité de compter un nombre significatif de Juifs et d'autres minorités dans leurs rangs et dans leurs directions. Et dans les années qui précédèrent la création de l'Etat sioniste, il y eut de nombreux exemples d'unité de classe dans la Palestine sous contrôle britannique. En septembre 1945, deux ans seulement avant le début du massacre nationaliste, des centaines de grévistes arabes et juifs défilaient dans les rues de Tel Aviv aux cris de « Vive l'unité entre les ouvriers arabes et juifs » et « Les ouvriers arabes et juifs sont frères », tandis que, comme le rapportait à l'époque le quotidien de langue hébraïque *Ha'aretz*, « des foules entières se bousculaient des deux côtés des rues pour regarder ce spectacle extraordinaire » (cité dans *Comrades and Enemies* [Camarades et ennemis], Zachary Lockman, University of California Press, 1996).

Nous luttons pour des partis trotskystes qui se réapproprient cette histoire de lutte de classe unie, partie intégrante de la lutte pour gagner les masses ouvrières de la région – à la tête de la paysannerie et des nombreuses nationalités opprimées – au drapeau de l'internationalisme prolétarien. **Pour une fédération socialiste du Proche-Orient!**

– Traduit de Workers Vanguard n° 674

Campagne d'abonnements au Bolchévik

Le Bolchévik

(incluant Spartacist)

● 20 F pour 4 numéros (1 an)

Hors Europe : 30 F (avion 40 F)

Workers Vanguard

(incluant Spartacist,

Women & Revolution, Black History)

● 150 F pour 24 numéros

Etranger : mandat poste international

Quotas

Paris : 300 pts

Rouen : 100 pts

Autre : 20 pts



Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____ Tél : _____

144

Chèque à l'ordre du Bolchévik - BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

La « paix » impérialiste mensongère signifie la terreur sioniste

Israël hors de tous les territoires occupés !

Défense du peuple palestinien !

Pour une fédération socialiste du Moyen-Orient !

15 septembre - Les événements qui ont immédiatement précédé le voyage en Israël de la Secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright viennent brutalement rappeler que le Proche-Orient est toujours une poudrière de massacres nationalistes et de guerres généralisées. Cela fait maintenant six semaines que le gouvernement sioniste soumet la population palestinienne des territoires occupés à un blocus de famine, qui assigne les habitants à résidence dans leurs villes et leurs villages, empêche les ouvriers de se rendre à leur travail, bloque l'approvisionnement en produits alimentaires et en produits de première nécessité. En même temps, Israël a multiplié les bombardements aériens et d'artillerie ainsi que les raids de commandos meurtriers contre le sud-Liban. Et en août, le gouvernement de droite du premier ministre du Likoud Benyamin Netanyahu a annoncé des plans pour construire un barrage sur un territoire revendiqué par son voisin syrien.

Clinton a envoyé son émissaire au Proche-Orient dans l'espoir de ressusciter le « processus de paix » mensonger parrainé par les Etats-Unis entre Israël et l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat. Si Albright a plaidé poliment auprès de Netanyahu pour qu'il agisse de façon moins « provocante » envers son « partenaire de la paix », elle a ordonné avec arrogance à Arafat d'être plus « impitoyable » dans la répression contre le Hamas, le Jihad islamique et d'autres « terroristes ». Et effectivement, la veille de la visite d'Albright, Arafat avait ordonné une rafle policière contre des sympathisants présumés du Hamas et, l'an dernier, plus de 900 personnes avaient été arrêtées lors d'une rafle en masse.

Même si la Maison Blanche de Clinton est loin d'être satisfaite du régime israélien actuel dont les actes ouvertement provocateurs ont même suscité l'hostilité de régimes clients des Etats-Unis aussi dociles que l'Egypte et l'Arabie Saoudite, Washington continue de soutenir l'Etat sioniste à coups de milliards de dollars en armements et en crédits. Comme l'a récemment établi le journal londonien *Independent* (24 juin), les bombes et les



Les troupes israéliennes chargent des manifestants palestiniens en Cisjordanie occupée.

missiles qui ont été utilisés l'année dernière dans l'opération israélienne « Raisins de la colère », pour bombarder le sud-Liban et chasser de chez eux un tiers de ses habitants, avaient presque tous été livrés par le Pentagone. Pendant ce temps, un représentant de la CIA sert de « médiateur » dans la collaboration entre Israël et les forces d'Arafat dans le domaine de la « sécurité », pour pourchasser les dissidents palestiniens. Nous disons : **A bas la sanglante « Pax Americana » antipalestinienne - Impérialistes, bas les pattes devant le Proche-Orient !**

A l'époque de la signature de l'accord Israël-OLP sur la pelouse de la Maison Blanche, en 1993, beaucoup de libéraux et de réformistes ont fait écho à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) d'Arafat et ont salué cet accord comme un pas vers la libération nationale des Palestiniens. Au contraire, la Ligue communiste internationale a dénoncé cette « paix » de l'oppresser, qui « n'offrait même pas l'expression la plus déformée de l'auto-détermination » et qui, en revanche, « apposait le sceau de l'OLP sur l'oppression nationale des masses arabes palestiniennes opprimées depuis si longtemps » (« Accord Israël-OLP pour un ghetto palestinien », *le Bolchévik* n° 125, novembre-décembre 1993).

Arafat homme de paille de la répression sioniste

Ces dernières années, les zones arabes de Gaza et de Cisjordanie sont de facto sous un état de siège permanent, même quand elles ne sont pas officiellement

bouclées. Le dernier bouclage, imposé comme « punition collective » pour un attentat à la bombe perpétré par des intégristes islamistes à Jérusalem fin juillet, n'a fait qu'exacerber le désespoir déjà largement répandu parmi les Palestiniens. La réaction, prévisible, est arrivée la veille de la visite d'Albright, quand trois autres kamikazes ont fait exploser à Jérusalem dans une rue commerçante bondée, les bombes qu'ils transportaient, tuant quatre personnes en plus d'eux-mêmes.

Nous condamnons de tels actes de terreur indiscriminée, qui visent non pas les forces armées de l'Etat sioniste ou ses auxiliaires, les « colons » fascistes, mais prennent pour cibles tous les Juifs et tuent aussi des résidents arabes. De tels actes sont conformes aux vils objectifs antisémites - et anti-femmes - du Hamas, dont le but, qui est de créer un régime khomeinyste dans les territoires occupés, est le reflet de celui recherché par les réactionnaires religieux juifs fascistes qui visent à créer en Israël un régime totalement théocratique basé sur l'ancien testament.

Mais on nage en pleine hypocrisie quand les assassins terroristes de l'Etat bourgeois israélien, qui ont infiniment plus de moyens, accusent de façon hystérique Arafat de protéger les « terroristes » du Hamas et du Jihad islamique. C'est avec l'appui d'Israël que le Hamas a étendu son influence dans les années 1980, pendant lesquelles il fut délibérément encouragé pour faire contrepoids au Fatah d'Arafat et aux autres forma-

tions nationalistes laïques au sein de l'OLP et autour d'elle. Si, comme on l'affirme aujourd'hui, le Hamas bénéficie maintenant d'un soutien atteignant le tiers de la population palestinienne (y compris beaucoup d'anciens militants du Fatah), cela donne la mesure du désespoir et de la frustration auxquels les masses des territoires occupés ont été conduites par les accords de « paix » parrainés par les Etats-Unis, si l'on se rappelle que les ouvriers et l'intelligentsia palestiniens étaient jusqu'à ces dernières années parmi les plus cosmopolites du Proche-Orient.

Les mises en garde que nous avons lancées à l'époque comme quoi les accords de « paix » de 1993 mèneraient à ce que « des flics de l'OLP, armés et payés par Israël, tuent de jeunes rebelles palestiniens pour le compte des terroristes de l'Etat sioniste » ont été amplement confirmées. Le régime fantoche d'Arafat est, dans les faits, un Etat policier où les flics palestiniens remplacent les forces d'occupation israéliennes comme tortionnaires et bourreaux. Cette répression est particulièrement dirigée contre les travailleurs palestiniens. Ainsi, lorsqu'au début de cette année, les enseignants de Cisjordanie ont mené pendant deux mois la première grève ouvrière sous le régime d'Arafat, des flics palestiniens ont été envoyés pour arrêter les dirigeants syndicaux et casser la grève.

Particulièrement depuis l'élection de Netanyahu, il y a 16 mois, Israël a fait tout ce qui était en son pouvoir pour